



Examen professionnel de Spécialiste en finance et comptabilité 2025

Comptabilité

Problème 1 Comptabilité générale

Durée d'examen 1h 30min

Points 38 sur 200

Problème 1 : Comptabilité de Schoggi SA en 2024 (16.0 points)

L'entreprise **Schoggi SA** fabrique et vend des produits chocolatés haut de gamme en Suisse. Elle commercialise par ailleurs des chocolats qu'elle achète à sa société sœur *Pralli SA*.

Comptabilisez ces opérations.

a) Achat avec gestion continue des stocks (4.0 points)

Achat à crédit d'une tonne de fèves de cacao en provenance d'Amérique centrale au prix de 10'000 GBP la tonne. Le cours comptable selon l'AFC s'élève à CHF 1.18/GBP. Le paiement s'effectue 10 jours plus tard après déduction d'un escompte de 2 %, au cours de CHF 1.20/GBP, via l'avoir en banque en CHF. Les éventuelles différences de cours sont immédiatement saisies dans la classe de comptes 4.

	Compte	Monnaie	Montant en monnaie étrangère	Cours	Montant en CHF	D/C
Réception de la facture	1210 Stocks de matières premières	-			11'800	D
	2001 Dettes L+P en GBP	GBP	10'000	1.18	11'800	C
Paielement net	2001 Dettes L+P en GBP	GBP	9'800	1.20	11'760	D
	1020 Avoirs en banque	-			11'760	C
Escompte	2001 Dettes L+P en GBP	GBP	200	1.18	236	D
	4800 Escomptes et rabais	-			236	C
Différence de cours	4804 Différences de cours sur achats	-			196	D
	2001 Dettes L+P en GBP	-			196	C

11'800 1/2 pt pour chaque élément = **3.0 points**

Problème supplémentaire : Schoggi SA achète en moyenne une tonne de fèves de cacao par mois. Aucune couverture contre les risques de change n'a été appliquée par le passé, de sorte que Schoggi SA a pu profiter du recul constant de la GBP. Schoggi SA suppose que la baisse de la GBP va se poursuivre et qu'elle pourra continuer à en profiter. Elle souhaite toutefois se couvrir dans l'éventualité d'une très forte hausse des taux de conversion de la GBP liée au contexte mondial incertain. Quel instrument recommandez-vous à Schoggi SA ?

Parmi les instruments financiers suivants, choisissez celui qui répond aux exigences de Schoggi SA. Si plusieurs propositions sont cochées, la réponse sera considérée comme fausse.

- ☐ Achat à terme de devises
- ☐ Vente à terme de devises
- ☒ Achat d'une option call
- ☐ Vente d'une option call
- ☐ Achat d'une option put
- ☐ Vente d'une option put
- ☐ SWAP

Réponse correcte → **1.0 point**

b) Comptabilisation du salaire de janvier (5.0 points)

Comptabilisez le décompte de salaire de la collaboratrice du service externe Marion Huber en utilisant le compte « 1091 Compte de passage salaires ».

Désignation	Montant
Salaire mensuel	9'400
Part privée véhicule d'entreprise	450
Allocations pour enfant	400
Salaire brut	10'250
Cotisations employés	-1'450
Salaire net	8'800
Part privée véhicule d'entreprise	-450
Prélèvements privés chocolat	-51
Frais de nuitée effectifs	519
Versement bancaire	8'818

	Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant
Salaire mensuel	5000	Charges de salaires	1091	Compte de passage salaires	9'400
Part privée véhicule d'entreprise	5000	Charges de salaires	1091	Compte de passage salaires	450
Tenir compte de l'alternative !	1091	Compte de passage salaires	6270	Part privée aux frais de véhicules	416
	1091	Compte de passage salaires	2200	TVA due	34
Allocations pour enfant	2270	Assurances sociales et institutions de prévoyance	1091	Compte de passage salaires	400
Cotisations salariales	1091	Compte de passage salaires	2270	Assurances sociales et institutions de prévoyance	1'450
Prélèvements privés chocolat	1091	Compte de passage salaires	3000	Produits de la vente	50
	1091	Compte de passage salaires	2200	TVA due	1
Frais effectifs	6640	Frais de déplacement et de représentation	1091	Compte de passage salaires	500
	1171	Impôt préalable investissements, autres charges	1091	Compte de passage salaires	19

0.50 pt pour chaque ligne correcte (numéro de compte **5000** et le montant corrects **9'400**) = **5.0 points**

Autre écriture possible

Part privée véhicule d'entreprise	5000	Charges de salaires	6270	Part privée aux frais de véhicules	416
	5000	Charges de salaires	2200	TVA due	34

c) Assemblée générale et affectation du bénéfice (4.0 points)

1. L'un des points de l'ordre du jour était la modification du but social. Résultat du dépouillement :

Le but social peut-il être modifié ? ☐ Oui ☒ Non

Justifiez votre réponse en indiquant l'article de loi applicable.

Article de loi : **Art. 704 CO**

Justification/démonstration

Pourcentage des voix : 2/3 des voix représentées

920 voix représentées (100 %), votes favorables 620 (67 %) → **critère rempli**

Pourcentage des valeurs nominales : majorité des valeurs nominales représentées

Actions ordinaires à CHF 1'000	oui (180)	CHF 180'000	
		représentées (450)	CHF 450'000
Actions à droit de vote privilégié à CHF 200	oui (440)	CHF 88'000	
		représentées (470)	CHF 94'000
Total		CHF 268'000	CHF 544'000

Les valeurs nominales des votes favorables correspondent à seulement 49,3 % (288'000 sur 544'000) des valeurs nominales représentées → **critère non rempli**

Réponse correcte = ½ pt, article correct = ½ pt, justification compréhensible = 1.0 pt →

2.0 points

2. Combien fallait-il au moins de votes favorables pour que l'affectation du bénéfice soit acceptée ?

920 voix représentées : 2 + 1 = **461 votes favorables**

Réponse correcte = **0.50 pt**

3. L'affectation du bénéfice suivante a été décidée lors de l'assemblée générale :

	Schoggi SA
Résultat au bilan	42'200
./. Dividende	-36'000
./. Affectation à la réserve légale issue du bénéfice	-2'000
= Report à nouveau	4'200

Comptabilisez l'affectation du bénéfice sans les opérations de paiement.

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant
2970	Bénéfice reporté	2950	Réserve légale issue du bénéfice	2'000
2970	Bénéfice reporté	2269	Dividendes à payer	36'000
2269	Dividendes à payer	2206	Impôt anticipé à payer	12'600

Également correct

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant
2970	Bénéfice reporté	2950	Réserve légale issue du bénéfice	2'000
2970	Bénéfice reporté	2269	Dividendes à payer	23'400
2970	Bénéfice reporté	2206	Impôt anticipé à payer	12'600

0.50 pt par écriture et montant corrects → 1.50 pt

d) Rendements immobiliers (3.0 points)

Schoggi SA envisage d'investir une partie des moyens non nécessaires à l'exploitation dans un bien immobilier existant (maison plurifamiliale). Le compte de résultat du vendeur indique les valeurs suivantes en CHF :

- Rendement locatif	180'000	
- Amortissements	-30'000	0,75 % de la valeur d'acquisition de 4 millions de CHF
- Charges diverses	-40'000	Réparations et travaux d'entretien
- Intérêts hypothécaires	<u>-75'000</u>	2,5 % de 3 millions de CHF
- Bénéfice	35'000	

Calculez le rendement net du capital total du vendeur en arrondissant le résultat à deux décimales.

$$110'000 : 4'000'000 = \underline{\underline{2,75 \%}}$$

Calculez le rendement net des capitaux propres du vendeur en arrondissant le résultat à deux décimales.

$$35'000 : 1'000'000 = \underline{\underline{3,50 \%}}$$

Quel doit être le prix d'achat maximal du bien immobilier pour que Schoggi SA obtienne un rendement brut du capital total de 4 % ?

$$180'000 : 4 \% = \underline{\underline{\text{CHF } 4'500'000}}$$

1.0 pt par résultat correct (pas de points partiels) → **3.0 pts**

Problème 2 : Comptes annuels de Schoggi SA en 2024 (17.0 points)

a) Écritures de fin d'année (4.0 points)

Comptabilisez les opérations suivantes.

- 1) La correction de valeur sur les créances L+P est réduite de CHF 4'000.
- 2) À la suite de l'inventaire des stocks de matières premières, un déficit de CHF 6'000 doit être décomptabilisé.
- 3) Le prêt consenti de CHF 80'000 est rémunéré le 30.09 de chaque année à un taux de 5 %.
- 4) La comparaison avec les charges locatives de 2023 indique que le mois de janvier 2025 a déjà été payé et porté au compte de résultat. Le loyer annuel s'élève à CHF 120'000.
- 5) En raison d'une interdiction d'exportation, la valeur d'une machine d'emballage doit être vérifiée. La valeur comptable après amortissement s'élève à CHF 90'000, la valeur d'usage à CHF 86'000, et la valeur nette de réalisation à CHF 92'000.
- 6) Une machine de production a été réparée en décembre 2024. La facture correspondante n'a pas encore été reçue. Le montant est estimé à CHF 17'000.
- 7) Les soldes des vacances et des heures supplémentaires des collaboratrices et collaborateurs doivent être augmentés de CHF 13'000 ; les cotisations aux assurances sociales ne doivent pas être prises en compte.
- 8) D'après les calculs du conseiller fiscal de Schoggi SA, les impôts directs de l'entreprise s'élèvent à CHF 43'000 pour l'année 2024. Aucune charge fiscale n'a encore été comptabilisée en 2024.

	Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant
1) CV créances L+P	1109	CV créances L+P	3804	Variation CV Créances	4'000
2) Différence d'inventaire	4980	Pertes de matières	1210	Stocks de matières premières	6'000
3) Prêts consentis	1300	Actifs de régularisation	6950	Produits des intérêts	1'000
4) Loyer	1300	Actifs de régularisation	6000	Charges de locaux	10'000
5) Dépréciation machine		Aucune écriture			
6) Délimitation réparation	6100	Entretien et réparations	2300	Passifs de régularisation	17'000
7) Délimitation vacances / heures supplémentaires	5040	Ajustement avoirs vacances / heures supplémentaires	2305	Avoirs vacances / heures supplémentaires	13'000
8) Délimitation impôts	8900	Impôts directs	2300	Passifs de régularisation	43'000

0.50 point par écriture et montant corrects → 4.0 pts

b) Évaluations (5.0 points)

À quelle valeur maximale les postes suivants peuvent-ils être évalués **fin 2024** selon le CO :

	Poste du bilan	Valeur maximale en CHF
1)	Titres En 2024, des actions non cotées en bourse de B-SA ont été achetées pour un montant de CHF 42'000. À la date du bilan, la valeur estimée s'élève à CHF 39'000.	39'000
2)	Titres En 2024, des actions cotées en bourse d'A-SA ont été achetées pour un montant de CHF 35'000. À la date du bilan, la valeur boursière s'élève à CHF 37'000. Les autres actions cotées en bourse sont évaluées selon CO 960a.	35'000
3)	Créances L+P Les créances résultant de livraisons et de prestations s'élèvent à CHF 160'000 bruts. Les autorités fiscales acceptent une correction de valeur forfaitaire de 5 % sur les créances L+P. Selon l'estimation de l'entreprise, il faut s'attendre à des pertes de CHF 10'000.	150'000
4)	Marchandises Fin 2024, des chocolats livrés en novembre 2024 au prix d'achat de CHF 16'000 sont en stock. Selon une estimation prudente, le prix de vente devrait s'élever, en tenant compte d'un généreux rabais, à CHF 18'000.	16'000
5)	Véhicules Début 2022, un véhicule d'entreprise a été acheté pour un montant de CHF 60'000. Les véhicules sont amortis linéairement à 20 % de leur valeur d'acquisition. Fin 2024, la valeur de remplacement du véhicule s'élève à CHF 20'000.	24'000

1.0 point par résultat correct **35'000** (pas de points partiels) → **5.0 pts**

c) Proposition d'affectation du bénéfice (3 points)

Capitaux propres	Schoggi SA	Pralli SA	Süss SA
Capital-actions	600'000	100'000	500'000
Réserves légales issues du bénéfice	296'000	24'500	95'000
Bénéfice reporté	4'200	300	2'800
Bénéfice de l'exercice	100'000	20'700	154'000
Capital-actions non libéré	0	50'000	0

Plans d'affectation du bénéfice

	Schoggi SA	Pralli SA	Süss SA
Résultat du bilan	104'200	21'000	156'800
./. Dividende	-96'000	-19'500	-150'000
./. Affectation de la réserve légale issue du bénéfice	-4'000	-1'035	-5'000
= État final du bénéfice reporté	4'200	465	1'800

1.0 point par résultat correct **4'200** (pas de points partiels) → **3.0 pts**

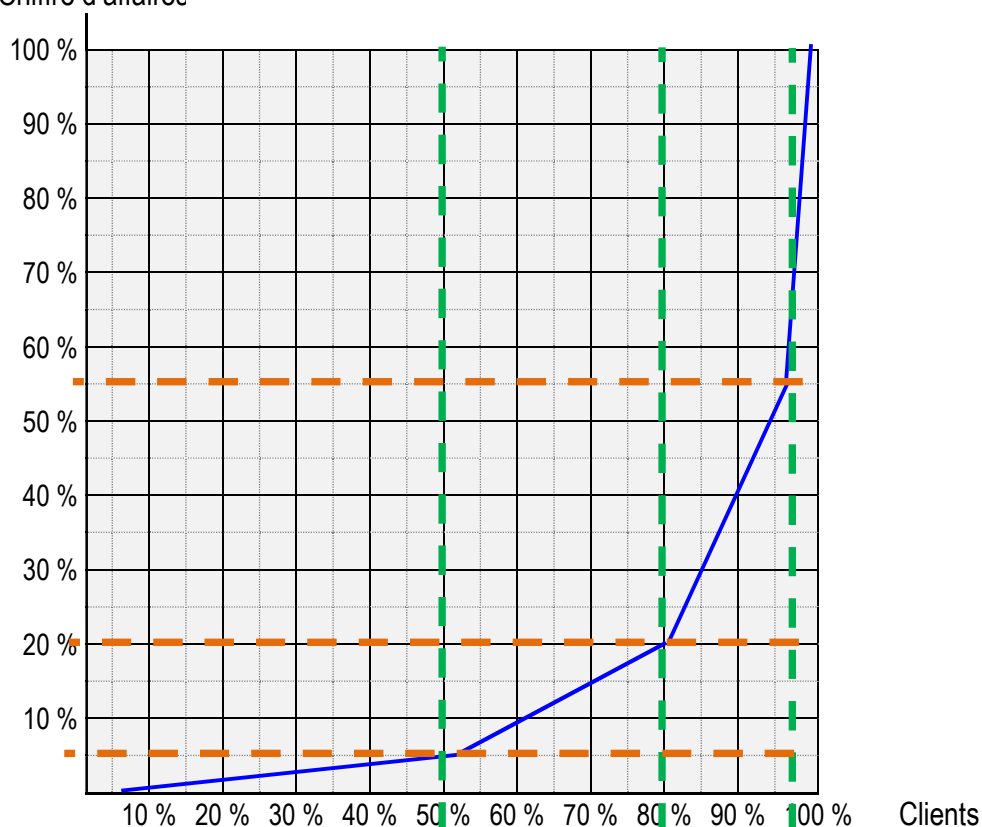
d) Représentation graphique (3.0 points)

À partir des données clients suivantes, créez une courbe de Lorenz afin de mettre en évidence les éventuels gros risques présentés par certains groupes de clients.

Répartition du chiffre d'affaires en 2024

	Nombre Clients	Place pour les calculs (non évalués)	Chiffre d'affaires en CHF	Place pour les calculs (non évalués)
Très petits clients (chiffre d'affaires de 0 à 100)	1'000	50,0 %	50'000	5,0 %
Petits clients (chiffre d'affaires >100 à 500)	600	80,0 %	150'000	20,0 %
Clients moyens (chiffre d'affaires >500 à 5'000)	350	97,5 %	350'000	55,0 %
Gros clients (chiffre d'affaires >5'000)	50	100,0 %	450'000	100,0 %
Total	2'000		1'000'000	

Chiffre d'affaires



Courbe correcte → **3.0 pts**

(1.0 point partiel pour l'affectation correcte des clients et des chiffres d'affaires en pourcentages)

e) Affirmations diverses concernant la présentation des comptes (1.0 point)

Indiquez si les affirmations suivantes sont justes ou fausses. Une déduction est appliquée en cas d'affirmation non ou mal évaluée.

	Affirmation	Juste	Fausse
1	Le cas échéant, les chiffres de l'exercice précédent doivent être indiqués dans les comptes annuels.	X	
2	Une méthode d'évaluation choisie doit être appliquée de manière constante dans le temps.		X
3	Le principe de continuité d'exploitation doit être appliqué de manière constante dans le temps.		X
4	Les actifs doivent être attestés par un inventaire ou d'une autre manière.	X	

Déduction de 0.50 point par réponse manquante ou fausse (déduction maximale = 1.0 pt) → **1.0 pt**

f) Affirmations diverses concernant la révision (1.0 point)

Indiquez si les affirmations suivantes sont justes ou fausses. Une déduction est appliquée en cas d'affirmation non ou mal évaluée.

	Affirmation	Juste	Fausse
1	Les petites et moyennes entreprises (PME) sont généralement soumises à une révision restreinte.	X	
2	Si une société est uniquement soumise à une révision restreinte, les actionnaires peuvent, sous certaines conditions, demander une révision ordinaire.	X	
3	Sous réserve de l'accord de l'ensemble des actionnaires, il est possible de renoncer à la révision ordinaire si la société ne compte pas plus de dix emplois à plein temps en moyenne annuelle.		X
4	La société de révision est désignée par le conseil d'administration mais doit être indépendante, tant dans le cas d'une révision restreinte que d'une révision ordinaire.		X

Déduction de 0.50 point par réponse manquante ou fausse (déduction maximale = 1.0 pt) → **1.0 pt**

Problème 3 : Réserves latentes de Schoggi SA (5.0 points)

Les informations suivantes concernant les réserves latentes d'une société anonyme sont disponibles.

Année	État initial	Évolution	État final
2021	6	+13	19
2022	19	-4	15
2023	15	+5	20
2024	20	-	20

En 2021, le compte de résultat externe affiche une perte de 5. Quel est le résultat réel ?

Perte externe -5 + augmentation des réserves latentes 13 = **bénéfice réel 8**

Une perte réelle de 3 est enregistrée en 2022. Quel est le résultat externe ?

Perte interne -3 + dissolution des réserves latentes 4 = **bénéfice externe 1**

Fin 2022, les capitaux propres internes s'élèvent à 112. À combien s'élèvent les capitaux propres externes ?

Capitaux propres réels 112 ././ réserves latentes 15 = **capitaux propres externes 97**

En 2023, le compte de résultat externe affiche un bénéfice de 20 après impôts.

Quel serait le résultat réel après impôts en tenant compte des impôts différés ? Le taux d'imposition devrait être maintenu à 20 % du bénéfice avant impôts.

Bénéfice après impôts	20
+ augmentation des réserves latentes brutes	+5
././ Augmentation des provisions pour impôts différés	-1 (20 % de 5)
Bénéfice interne après impôts	24

En 2024, le compte de résultat externe affiche un bénéfice de 16 après impôts.

Quel serait le résultat réel après impôts en tenant compte des impôts différés ? Le taux d'imposition pour l'exercice 2025 et les suivants passe de 20 % à 25 %.

Bénéfice après impôts	16
././ Augmentation des provisions pour impôts différés	-1 de 4 (20 % de 20) à 5 (25 % de 20)
Bénéfice interne après impôts	15

Déduction de 1.0 point pour chaque mauvais résultat **Bénéfice 8 → 5.0 pts**



Examen professionnel de Spécialiste en finance et comptabilité 2025

Comptabilité

Problème 2 Comptabilité analytique d'exploitation
Calcul des coûts partiels avec coûts standards
Calculations

Durée d'examen 1h 30min

Points 38 sur 200

Contexte



ALPINE SA, dont le siège social est à Sierre, s'est spécialisée dans la fabrication et la vente de chaussures de randonnée haut de gamme sous la marque La Sortiva. La gamme de produits comprend des chaussures de trekking (désignées ci-après : « Trekking ») et des chaussures alpines (désignées ci-après « Alpin »). Pour simplifier l'exercice, une taille moyenne a été retenue.

Problème 1 – Planification 20_4 (5 points)

Alpine SA prévoit de fabriquer et de vendre 3 000 paires « **Trekking** » et 2 000 paires « **Alpin** » en 20_4.

a) Déterminez les coûts des matières premières (coûts variables) des deux produits.

Nomenclature pour une paire de chaussures

Type de matériaux	Prix	«Trekking»	«Alpin»
Semelle	Différence avec le total	?	?
Cuir	CHF 100 le kg	0,500 kg	1,200 kg
Membrane Gore Tex	CHF 500 le kg	0,060 kg	0,080 kg
Langnette	Prix de revient par pièce	CHF 20.00	CHF 25.00
Revêtement en caoutchouc	Prix de revient par pièce	CHF 10.00	CHF 15.00

a) Coût du matériel unitaire pour une paire de chaussure en CHF

Type de matériaux	«Trekking»	« Alpin »
Semelle	50.00 (ou 80.00)	40.00 (ou 80.00)
Cuir	50.00	120.00
Membrane Gore Tex	30.00	40.00
Langnette	40.00 (ou 20.00)	50.00 (ou 25.00)
Revêtement en caoutchouc	20.00 (ou 10.00)	30.00 (ou 15.00)
Total	190.00	280.00

b) Calculez les coûts des matériaux du plan de base pour l'année 20_4 en KCHF.

Coûts des matériaux du plan de base	En KCHF
3'000 paires « Trekking »	570
2'000 paires « Alpin »	560
Total	1 130

c) Calculez les heures du plan de base pour l'année 20_4.

Selon le planning de production, la fabrication d'une paire de chaussures de « Trekking » nécessite 48 minutes, celle d'une paire de chaussures « Alpin » 60 minutes.

Heures du plan de base	
Heures de production pour « Trekking »	2 400 h
Heures de production pour « Alpin »	2 000 h

1.1 Calculez le coefficient de majoration et les taux d'imputation pour l'année 20_4

Matière (uniquement des frais fixes)	Total en KCHF
Frais de personnel	40
Amortissements	20
Charges d'intérêts	30
Autres frais généraux	23
Total des frais généraux	113
Taux de majoration en % des coûts des matières premières	10%

Production « Trekking »	FV en KCHF	FF en KCHF	Total en KCHF
Frais de personnel	100	30	130
Amortissements	0	20	20
Charges d'intérêts	0	10	10
Autres frais généraux	44	36	80
Total en KCHF	144	96	240
Taux d'imputation horaire en CHF	CHF 60/h	CHF 40/h	CHF 100/h

Production « Alpin »	FV en KCHF	FF en KCHF	Total en KCHF
Frais de personnel	80	20	100
Amortissements	0	10	10
Charges d'intérêts	0	10	10
Autres frais généraux	20	0	40
Total en KCHF	100	40	140
Taux d'imputation horaire en CHF	CHF 50/h	CHF 20/h	CHF 70/h

Problème 2 – Calcul des coûts standard 20_5 (28 points)

Le calcul des coûts standard pour l'année 20_5 repose sur l'hypothèse qu'Alpine SA fabrique et vend 3'000 paires « Trekking » et 2 400 paires « Alpin ».

Les quantités et les prix indiqués sont indépendants du problème 1.

	Standard par paire de chaussure rando en CHF			Standard par paire chaussure alpin en CHF		
	FV	FF	Total	Variable	Fixe	Total
Matière première	200		200	250		250
Frais de matière		20	20		25	25
PR d'achat	200	20	220	250	25	275
Production trekking (120.-/h)	50	30	80			
Production Alpin (100.-/h)				80	20	100
PR de production	250	50	300	330	45	375
Administration & distribution		40	40		50	50
PR de distribution			340			425
Marge bénéficiaire			20			25
Prix de vente net			360			450
Ristourne aux revendeurs			40			50
Prix catalogue			400			500

Le plan de base pour l'année 20_5 se présente comme suit

Matière (uniquement des frais fixes)	Total en KCHF
Frais de personnel	50
Amortissements	20
Charges d'intérêts	10
Autres frais généraux	40
Total des frais généraux	120

Production « Trekking »	FV en KCHF	FF en KCHF	Total en KCHF
Frais de personnel	120	40	160
Amortissements	0	20	20
Charges d'intérêts	0	10	10
Autres frais généraux	30	20	50
Total en KCHF	150	90	240

Production « Alpin »	FV en KCHF	FF en KCHF	Total en KCHF
Frais de personnel	192	20	212
Amortissements	0	10	10
Charges d'intérêts	0	5	5
Autres frais généraux	0	13	13
Total en KCHF	192	48	240

Administration & distribution (uniquement des frais fixes)	Total en KCHF
Frais de personnel	100
Amortissements	20
Charges d'intérêts	10
Autres frais généraux	110
Total en KCHF	240

a) Etablissez le décompte d'exploitation pour l'année 20_5 sur la base des informations suivantes :

- Les matières premières sont imputées sur la base des quantités effectives et des prix standard.
- Les prestations du centre de coûts (CC) production « Trekking » sont imputées sur la base des heures effectives.
- Les prestations du centre de coûts (CC) production « Alpin » sont imputées sur la base des heures standard.

Processus primaire

Les chaussures sont fabriquées le jour même et livrées le soir même aux revendeurs.
Il n'y a par conséquent ni produits en cours de fabrication ni stock de produits finis.

Délimitations matérielles (DM)

- Les matières premières sont livrées « just in time ». Il n'y a par conséquent pas de stock. Les éventuelles différences de prix sont enregistrées dans la comptabilité financière et font l'objet d'une délimitation matérielle.
- Les réserves latentes sur les immobilisations corporelles sont augmentées de KCHF 10 pour atteindre KCHF 50.
- Dans la comptabilité analytique, les intérêts sont calculés non seulement sur les capitaux étrangers, mais aussi sur les capitaux propres. Les intérêts sur le capital étranger s'élèvent à KCHF 17.
- Les rabais de revente effectivement accordés aux revendeurs s'élèvent à KCHF 260.

Données de production et de vente pour l'année 20_5

	«Trekking»	«Alpin»
Produits fabriqués et vendus	3 600 paires	2 200 paires
Prix de revient effectif des matières premières	710 KCHF	555 KCHF
Heures effectives du CC production Trekking	2 600 h	-
Heures standard du CC production Trekking	2 400 h ?	-
Heures effectives du CC production Alpin	-	2 300 h
Heures standard du CC production Alpin	-	2 200 h ?

Décompte d'exploitation pour l'année 20_5 en KCHF

DM matières premières	
Diff. de prix et de quantité „Trekking“	-10
Diff. de prix et de quantité „Alpin“	5
Solde	-5

DM amortissement	
Charges de la comptabilité financière	83
Coûts imputés	-73
Solde	10

DM intérêts	
Charges de la comptabilité financière	17
Coûts imputés	-36
Solde	-19

DM Ristournes aux commerçants	
Charges de la comptabilité financière	260
Coûts imputés	-254
Solde	6

Suite du décompte d'exploitation pour l'année 20_5 en KCHF

CC Matières	Effectif	Budget fixe
Salaires	51	50
Amortissements	20	20
Intérêts	10	10
Autres frais généraux	44	40
Total	125	120
Imputation	-127	-
? Excédent d'imputation	-2	-

Prix de revient Trekking	Effectif
Matières premières variables	720
CC Production, variables	195
Coût variable de production	915
CC Matières, fixes	72
CC Production, fixes	117
Coût de production	1 104
Coûts variables des produits vendus	-900
Coûts fixes des produits vendus	-180
? Ecart de production	24

CC Production Trekking	Effectif	Budget flex
Salaires	204	196
Amortissements	23	20
Intérêts	11	10
Autres frais généraux	62	59
Total	300	285
Imputation	-312	-
? Excédent d'imputation	-12	-

Prix de revient Alpin	Effectif
Matières premières variables	550
CC Production, variables	176
Coût variable de production	726
CC Matières, fixes	55
CC Production, fixes	44
Coût de production	825
Coûts variables produits vendus	-726
Coûts fixes produits vendus	-99
? Ecart de production	0

CC Production Alpin	Effectif	Budget flex
Salaires	198	196
Amortissements	10	10
Intérêts	5	5
Autres frais généraux	12	13
Total	225	224
Imputation	-220	-
? Insuffisance d'imputation	5	-

Ventes Trekking	Effectif
Chiffre d'affaires facturé	-1 440
Ristournes aux revendeurs calculées	144
Coûts variables produits vendus	900
Marge contributive standard	-396
Coûts fixes des produits vendus	180
Coûts fixes Administration & distribution	144
? Bénéfice CAE standard	-72

CC5 Adm. & distribution	Effectif	Budget fixe
Salaires	103	100
Amortissements	20	20
Intérêts	10	10
Autres frais généraux	117	110
Total	250	240
Imputation	-254	-
? Excédent d'imputation	-4	-

Ventes Alpin	Effectif
Chiffre d'affaires facturé	-1 100
Ristourne aux revendeurs	110
Coûts variables produits vendus	726
Marge contributive standard	-264
Coûts fixes des produits vendus	99
Coûts fixes Administration & distribution	110
? Bénéfice CAE standard	-55

b) Analysez l'écart de production sur les chaussures Trekking (2 de 28 points)

Intitulé	Effectif	Standard	Ecart
Matières premières	720	720	0
30CC, Production trekking, frais variables	195	180	15
Coût variable de production	915	900	15
20CC, Matières, frais fixes	72	72	0
30CC, Production trekking, frais fixes	117	108	9
Coût de production	1 104	1 080	24

c) Veuillez scinder la **différence d'imputation du CC Production Trekking** en un écart de budget et un écart de volume (2 de 28 points)

Ecart de budget en KCHF: 15

Ecart de volume en KCHF: -27

Ecart de volume en heures: 600 h

d) Veuillez diviser l'écart de volume du **CC Production Alpin** en un écart d'occupation et un écart de productivité (2 de 28 points).

Ecart d'occupation en heures : 2'400 heures ./ 2'300 heures = 100 heures

Ecart d'occupation en KCHF : 100 heures à 20 = **2 KCHF**

Ecart de productivité en heures : 2'300 heures ./ 2'200 heures = **100 heures**

Ecart de productivité en KCHF : 100 heures à 20 = 2 KCHF

e) Indiquez par une croix les affirmations correctes et les affirmations fausses

Pour chaque position mal jugée, ½ pt de déduction □ Déduction maximale 3 pts.

	Juste	Faux
Un taux d'occupation de 105% indique que l'on a produit davantage par rapport à la planification.		✓
Un taux d'occupation de 105% indique que l'on a travaillé plus rapidement par rapport à la planification.		✓
Un taux d'occupation de 105% permet de conclure que les ressources planifiées ont pu être épuisées.	✓	
Un taux d'occupation de 105% entraîne généralement une sur-imputation dans le centre de coûts.	✓	
Un taux d'activité de 110% entraîne généralement une suroccupation.		✓
Un taux d'activité de 110% peut signifier que le calcul préalable prévoit des coûts trop élevés à l'avenir.	✓	

Partie 3 – Calculations 20_8 (5 points)

Dans l'intervalle, les structures des coûts et des recettes ont légèrement évolué et présentent ces valeurs :

	Trekking		Alpin	
	En CHF	In %	En CHF	In %
Prix de vente net	360	100%	500	100%
Coût unitaire des matières premières	-180	-50%	-300	-60%
Frais généraux variables Trekking	-54	-15%		
Frais généraux variables Alpin			-80	-16%
Marge sur coût variable	126	35%	120	24%

Les coûts fixes pour les deux produits sont les suivants :

- Pour les chaussures de « Trekking » : CHF 280 000
- Pour les chaussures « Alpin » : CHF 220 000

a) Calculez le chiffre d'affaires au point mort pour les chaussures de « **Trekking** » en CHF entiers.

Formule : frais fixes / marge sur coût variable
CHF 280 000 / 35% = **CHF 800 000**

b) Déterminez le point mort quantitatif pour les chaussures « **Alpin** » en paires entières.

Formule : Frais fixes / marge contributive unitaire
CHF 220'000 / 120 = 1'833.33, soit **1'834 paires**

c) Supposons qu'Alpine SA vende 2 500 paires de chaussures « **Trekking** ». Combien de paires de chaussures « **Alpin** » Alpine SA doit-elle vendre pour réaliser un bénéfice total de CHF 61 000.

Coût fixes + objectif de bénéfice : CHF 561'000
Marge sur coût variable secteur Trekking : 2'500 * 126 = 315'000
Solde : (561'000 ./. 315'000 = 246'000)
Calcul : 246'000 / 120 = **2'050 paires**

d) Calculez le prix de vente net unitaire nécessaire pour que les chaussures « **Alpin** » atteignent également une marge sur coût variable de 35%. Arrondissez en CHF entiers.

Marge sur coût variable de « Trekking » = 35%.
Les coûts variables de « Alpin » = 380.
380 / 65% = 584.62, soit **CHF 585**.

e) Supposez que seules des chaussures « **Trekking** » sont vendues et que les frais fixes restent globalement les mêmes à KCH 500. Combien de paires de chaussures « **Trekking** », la société Alpine SA doit-elle vendre pour atteindre une marge bénéficiaire de 5% ?

Montant des frais fixes totaux = 500'000 à diviser par la marge contributive (126 – 5% de 360, soit 18 = 108). Résultat = 500'000 / 108 = 4'629.6, soit 4'630 paires

Variante = 500'000 / 35% - 5% = 1'666'667 / 360 = 4'629.62, soit **4'630 paires**

Preuve: CA = 4'630 * 360 = 1'666'800
FV = 4630 * 234 = 1'083'420
FF = 500'000
Résultat = 83'380, soit le 5% de 1'666'800



Examen professionnel de Spécialiste en finance et comptabilité 2025

Comptabilité

Problème 3 Tableau de flux de trésorerie
Analyse du bilan et du compte de résultat
Planification financière
Calcul d'investissement

Durée d'examen 1h 30min

Points 38 sur 200

Solution 1 : Tableau de flux de trésorerie (10.0 points)

Tableau des flux de trésorerie 20_4

Flux de trésorerie provenant de l'activité commerciale	
Versements de clients	975
./. Paiements aux fournisseurs de matériel	-298
./. Versements pour d'autres charges d'exploitation	-613
./. Utilisation des provisions	-5
= Cash-flow	59
Flux de trésorerie provenant de l'activité d'investissement	
./. Dépenses pour investissements	-65
+ Recettes issues de désinvestissements	6
Flux de trésorerie provenant de l'activité de financement	
+ Recettes générées par une augmentation de capital	22
./. Distribution du bénéfice	-12
= Augmentation des liquidités	10

Flux de trésorerie provenant de l'activité commerciale 20_4 (indirect)

Bénéfice	27
+ Amortissements	50
./. Augmentation des créances L+P	-25
+ Diminution du stock de matières	5
+ Diminution des stocks producteurs	8
./. Diminution des dettes L+P	-3
./. Diminution des provisions	-2
./. Plus-value de cession	-1
= Cash-flow	59

Solution 2 : Analyse du bilan et du compte de résultat (10.0 points)

a) Durée de l'immobilisation du capital

Ø Délai de paiement clients	$\frac{360 \text{ jours} * 300}{1200}$	90 jours
-----------------------------	--	----------

Ø Délai de paiement fournisseurs	$\frac{360 \text{ jours} * 150}{900}$	60 jours
----------------------------------	---------------------------------------	----------

Ø Durée de stockage	$\frac{360 \text{ jours} * 210}{840}$	90 jours
---------------------	---------------------------------------	----------

Durée de stockage	90 jours
./. Délai de paiement fournisseurs	-60 jours
+ Délai de paiement clients	90 jours
= Durée de l'immobilisation du capital	120 jours

La durée beaucoup trop longue de l'immobilisation du capital est principalement due à deux facteurs :

- Les conditions de paiement sont fixées à 30 jours. Le délai de paiement moyen est de 90 jours. Au cours de la période sous revue, les créances L+P en souffrance ont augmenté de 30. Le suivi des créances L+P et des recouvrements doit être amélioré afin que les délais de paiement soient respectés par la clientèle.
- La durée moyenne de stockage de 90 jours est deux fois plus longue que celle du secteur (45 jours). De plus, le stock de marchandises a augmenté de 60 au cours de la période sous revue. Une gestion complète des stocks doit être effectuée, par exemple par le biais d'une analyse ABC.

Le délai de paiement des clients et la durée de stockage trop longs sont partiellement compensés par des pratiques de paiement insuffisantes de l'entreprise. Le délai moyen de paiement des fournisseurs est de 60 jours alors que les conditions de paiement sont fixées à 30 jours. Au cours de la période sous revue, les dettes L+P ont par ailleurs augmenté de 40. Il convient de contacter les principaux fournisseurs afin de discuter de la marche à suivre et ainsi maintenir des relations de qualité. Dès que la situation de trésorerie se sera améliorée, les factures des fournisseurs devraient à nouveau être réglées dans les délais.

Suite de la solution 2

b) Free cash-flow, investissements, distribution du bénéfice

Le free cash-flow de Comercio SA s'élève à -116.

Le flux de trésorerie provenant de l'activité de vente (cash-flow) devrait, à moyen et long terme, permettre le paiement des investissements. Autrement dit, le free cash-flow devrait être positif.

Dans le cas présent, le free cash-flow de la période sous revue est nettement négatif. Le processus de vente ne permet pas de payer les investissements. À l'avenir, il conviendra de vérifier que les investissements sont nécessaires à l'exploitation et économiquement pertinents. Un leasing financier pourrait également être envisagé. Une augmentation du capital-actions constitue une autre option.

Le free cash-flow sert à financer les distributions du bénéfice et les remboursements des dettes, ce qui n'est pas possible dans le cas présent en raison du cash-flow négatif. La distribution du bénéfice a en principe été financée par une nette augmentation des dettes financières à long terme, non conseillée d'un point de vue sécuritaire. Les distributions de bénéfice devraient être suspendues jusqu'à ce que la situation de trésorerie soit à nouveau normalisée.

Le bénéfice distribué de 14 est supérieur au bénéfice correspondant de l'année précédente, qui s'élève à 10.

c) Modification des valeurs de ratio

Mesure	Marge EBIT	Flux de trésorerie provenant de l'activité	Intensité de l'actif immobilisé	Degré de liquidité 2
Vente au comptant de marchandises (Liquidités / produits des marchandises)	+	+	-	+

Solution 3 : Planification sur trois ans (8.0 points)

Bilans à la fin de l'année

	20_0	20_1	20_2	20_3		20_0	20_1	20_2	20_3
Liquidités	30	99	17	72	Dettes L+P	90	95	103	109
Créances L+P	220	240	255	270	Passifs de régularisation	8	8	2	2
Stock de marchandises	80	84	87	90	Dettes financières	200	200	100	100
Immobilisations corporelles	400	400	480	480	Capital-actions	150	150	150	150
./. CV immobilisations corporelles	-120	-160	-204	-256	Réserve légale issue du bénéfice	20	26	34	43
					Réserves facultatives issues du bénéfice	44	56	86	107
					Bénéfice	98	128	160	145
	610	663	635	656		610	663	635	656

Comptes de résultat prévisionnels

	20_1	20_2	20_3
Produits des marchandises	2'000	2'200	2'400
./. Charges de marchandises	-1'000	-1'150	-1'300
./. Charges d'intérêts	-12	-6	-3
./. Amortissements	-40	-44	-52
./. Diverses charges en espèces	-820	-840	-900
= Bénéfice	128	160	145

Tableaux de flux de trésorerie prévisionnels (plans financiers)

	20_1	20_2	20_3
Versements de clients	1'980	2'185	2'385
./. Versements aux fournisseurs	-999	-1'145	-1'297
./. Versements pour intérêts	-12	-12	-3
./. Versements pour autres charges	-820	-840	-900
= Cash-flow	149	188	185
./. Investissements		-80	
= Free cash-flow	149	108	185
./. Définancement		-100	
./. Distribution du bénéfice	-80	-90	-130
= Variation des liquidités	69	-82	55

Solution 4 : Calcul d'investissement (10.0 points)

a)

Recettes d'exploitation annuelles	400
./. Dépenses d'exploitation annuelles	-270
= Cash-flow annuel	130
./. Amortissements (1'000 : 10)	-100
./. Taux d'intérêt calculé (500 * 8 %)	-40
= Résultat annuel (perte)	-10

b)

Rendement	$\frac{\text{Résultat} + \text{intérêts}}{\text{Capital}}$	$\frac{30}{500}$	6 %
-----------	--	------------------	------------

Le rendement attendu de 6 % n'atteint pas la rémunération de 8 % demandée. D'un point de vue économique, l'investissement doit par conséquent être rejeté.

c)

Valeur actuelle du cash-flow (130 * 6,710)	872
./. Capitaux engagés	-1'000
= VAN	-128

Une VAN négative indique que l'investissement doit être rejeté du point de vue économique.

d)

Annuité	$\frac{\text{Capitaux engagés}}{\text{Facteur d'actualisation d'une annuité}}$	$\frac{1'000}{6,710}$	149
Annuité (cash-flow cible de 8 % pour VAN = 0)		149	115 %
./. Cash-flow attendu		-130	-100 %
= Augmentation du cash-flow nécessaire pour break even		19	15 %

Alternative :

Différence de cash-flow	$\frac{\text{VAN selon c)}}{\text{Facteur d'actualisation d'une annuité}}$	$\frac{-128}{6,710}$	-19
-------------------------	--	----------------------	------------

e)

Facteur d'actualisation d'une annuité	$\frac{\text{Capitaux engagés}}{\text{Cash-flow}}$	$\frac{1'000}{130}$	7,692
---------------------------------------	--	---------------------	--------------

D'après le tableau des facteurs d'actualisation d'une annuité, on obtient un taux de rendement interne d'environ **5 %** pour une durée d'utilisation de 10 ans et un facteur d'actualisation d'une annuité de 7,692.

Le taux de rendement interne de 5 % est inférieur à la rémunération de 8 % demandée. D'un point de vue économique, l'investissement doit par conséquent être rejeté.



Examen professionnel de Spécialiste en finance et comptabilité 2025

Comptabilité

Problème 4 Consolidation
Titres
Dérivés
LP

Durée d'examen 1h 30min

Points 38 sur 200

Solution 1 : Comptes apurés 1 et comptes apurés 2 (10.0 points)

a)

Tableau d'ajustement de F au 31.12. 20_4

Bilan	CA 1		Ajustement		CA 2	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Actifs divers	400				400	
Stock de marchandises	72		28 · 12	4	108	
Brevet			70		70	
./. Correction de valeur du brevet				30 · 10		40
Capitaux étrangers		260				260
Capital-actions		100				100
Réserve légale issue du capital		0				
Réserve légale issue du bénéfice		37	32 · 5			
Réserves facultatives issues du bénéfice		34	23 · 11			
Bénéfice reporté		9	15	6		
Réserves issues du capital				28 · 70 32 · 23 · 15		168
Réserves issues du bénéfice			6 · 30	12 · 5 · 11	8	
Bénéfice bilan		32	4 · 10			18
	472	472	246	246	586	586

- b) Selon les Swiss GAAP RPC 30/14, le brevet doit uniquement être identifié et porté au bilan s'il a été décisif pour la prise de contrôle.

Selon les Swiss GAAP RPC 30/18, il est possible de renoncer à l'identification et à l'inscription au bilan du brevet, même s'il a été décisif pour la prise de contrôle, dans la mesure où le goodwill a été porté à l'actif et amorti ou si le goodwill négatif a été porté au passif et dissous avec effet sur le résultat.

c) **Solution 1**

Bénéfices	70
./. Augmentation des capitaux propres (170 – 212)	-42
= Distribution du bénéfice	28

Solution 2

Bénéfices réalisés	70
./. Constitution de la réserve légale issue du bénéfice	-5
./. Constitution des réserves facultatives issues du bénéfice	-11
+ Réduction du bénéfice reporté	6
./. Bénéfice non distribué 20_4	-32
= Distribution du bénéfice	28

**Solution 2 : Méthode de la mise en équivalence selon les Swiss GAAP RPC
(6.0 points)**

a)

Mise à jour de la valeur de mise en équivalence de A

Texte	Calcul (facultatif)	Montant
Part des capitaux propres au moment de l'acquisition	25 % de 600	150
+ Goodwill	200 – 150	50
= Valeur de mise en équivalence au 1.1.20_1	correspond au prix d'achat	200
./. Distribution du bénéfice	25 % de 48	-12
+ Bénéfice	25 % de 100	25
./. Amortissement du goodwill	50 : 5	-10
= Valeur de mise en équivalence au 31.12.20_1		203
./. Distribution du bénéfice	25 % de 64	-16
+ Bénéfice	25 % de 120	30
./. Amortissement du goodwill	50 : 5	-10
= Valeur de mise en équivalence au 31.12.20_2		207

b)

Journal de consolidation fin 20_2

Texte	Débit	Crédit	Montant
Ajustement de la valeur de mise en équivalence 20_1	Participation dans société associée	Réserves issues du bénéfice	3
Ajustement de la valeur de mise en équivalence 20_2	Participation dans société associée	Bénéfice bilan	4
	Bénéfice compte de résultat	Produits société associée	4

Solution 3 : État de consolidation (8.0 points)

État de consolidation fin 20_3

Bilan	M (CA 2)		F (CA 2)		Écritures de consolidation		Groupe	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Débit	Crédit	Actifs	Passifs
Actifs divers	975		600				1'575	
Stock de marchandises			120			24 · 16 · 12 · 8	60	
Stock producteur	90				18 · 12 · 9 · 6		135	
Participation au capital de F	247				35	210 · 72		
Capitaux étrangers divers		315		160				475
Goodwill négatif					14 · 7	35		14
Capital-actions		500		350	210 · 140			500
Réserves issues du capital		60		120	72 · 48			60
Réserves issues du bénéfice		310		80	32 · 24	14 · 18		366
Actionnaires minoritaires					16	140 · 48 · 32 · 12		216
Bénéfice bilan		127		10	4 · 12	7 · 9		137
Part des minoritaires au bénéfice au bilan					8	4 · 6		2
	1'312	1'312	720	720	667	667	1'770	1'770

Solution 4 : Titres (8.0 points)

■ Problème A : Comptabilisation des obligations

Journal 20_1

Texte	Débit	Crédit	Montant
Achat	1060 Titres	1020 Avoirs en banque	102'000
	6960 Produits des titres	1020 Avoirs en banque	1'500
	6910 Charges de titres	1020 Avoirs en banque	800
Intérêts	1020 Avoirs en banque	6960 Produits des titres	1'300
	1176 Impôt anticipé à récupérer	6960 Produits des titres	700
Fin d'année	6910 Charges de titres	1069 Correction de valeur des titres	3'000
	1300 Actifs de régularisation	6960 Produits des titres	1'000

Suite de la solution 4

■ Problème B : Rendement des actions

Revenu annuel	$\frac{(\text{Dividende} - \text{perte de cours}) * 12 \text{ mois}}{27 \text{ mois}}$	$\frac{(64 - 10) * 12}{27}$	24
Rendement	$\frac{\text{Revenu annuel}}{\text{Cours d'achat}}$	$\frac{24}{400}$	6,0 %

■ Problème C : Choix multiple

N°	Affirmation	Juste	Explication
1	La perte de cours du problème A est réalisée.		La perte de cours est uniquement enregistrée sous forme comptable et n'est donc pas réalisée.
2	Les éventuels intérêts courus sont ajoutés dans les décomptes d'achat de la banque et soustraits dans les décomptes de vente.		Les intérêts courus sont toujours ajoutés.
3	Selon le code des obligations, le cours boursier actuel ne doit jamais être dépassé lors de l'évaluation de titres cotés en bourse.	x	
4	Le recul du cours boursier des obligations du problème A pourrait être lié à la baisse du niveau général des taux d'intérêt sur le marché.		Le cours des obligations chute quand le niveau des taux d'intérêt augmente.
5	Les frais bancaires sont toujours ajoutés aux décomptes d'achat et de vente des banques. Ils sont comptabilisés au titre de charges par les clients bancaires.		Les frais sont ajoutés lors des achats et soustraits lors des ventes.
6	La dissolution des réserves de fluctuation réduit les bénéfices sur les placements en titres.		Les bénéfices augmentent (évolution favorable).

Solution 5 : Dérivés (2.0 points)

■ **Cas A** : le 30 octobre 20_1, le cours au comptant de l'euro s'élève à CHF 0.88/EUR.

Achat au comptant le 30 octobre	EUR 200'000 à CHF 0.88/EUR	CHF 176'000
+ Prime d'option		CHF 2'000
= Valeur totale d'acquisition		CHF 178'000

■ **Cas B** : le 30 octobre 20_1, le cours au comptant de l'euro s'élève à CHF 1.00/EUR.

Exercice de l'option	EUR 200'000 à CHF 0.97/EUR	CHF 194'000
+ Prime d'option		CHF 2'000
= Valeur totale d'acquisition		CHF 196'000

Solution 6 : LP (4.0 points)

a)

#	Cas	Saisie	Faillite	Réalisation du gage
1	Contre une fondée de procuration de Bio SA inscrite au registre du commerce pour loyers échus de l'appartement familial privé.	x		
2	Contre le propriétaire d'une entreprise individuelle inscrit au registre du commerce qui ne peut ou ne veut pas rembourser un prêt hypothécaire échü.			x

b)

#	Cas	Lieu
1	Caroline Müller, domiciliée à Stäfa, est propriétaire de l'entreprise individuelle « Institut de manucure Caroline Müller » à Bubikon. Elle est poursuivie pour le non-paiement d'une facture d'un fournisseur de vernis à ongles.	Stäfa
2	Marcel Meier, électricien employé, réside à Aarau. Il est poursuivi pour le paiement échü de l'amortissement de l'hypothèque qu'il a souscrite pour son appartement de vacances situé à Davos.	Davos

c)

#	Affirmation	Juste	Explication
1	Un débiteur bénéficie des feries de poursuite pendant le service militaire.		Le débiteur bénéficie de la suspension de la poursuite
2	Bien que le débiteur doive supporter les frais de poursuite, le créancier doit s'acquitter, avec la réquisition de poursuite, des coûts du commandement de payer.	x	

d)

Cas	Classement hiérarchique
Créances salariales des employé-e-s de Schlotterbeck SA au cours des quatre derniers mois	2
Créances des fournisseurs de marchandises, créances fiscales, créances de loyers	4
Créances de primes AVS, AI, APG, AC, CAF	3
Créance garantie par une hypothèque de Banque SA	1
Prêt de l'actionnaire majoritaire de Schlotterbeck SA avec postposition	5



Examen professionnel de Spécialiste en finance et comptabilité 2025

Comptabilité

Problème 5 Swiss GAAP FER
Organisation de la comptabilité

Durée d'examen 1 heure

Points 24 sur 200

Problème 1 : RPC 17 Stocks (4.0 points)

- a) Comptabilisez l'éventuelle correction de valeur nécessaire sur le compte « Stocks » en appliquant l'évaluation individuelle des trois catégories de stocks selon la RPC 17. Si aucune écriture n'est nécessaire, indiquez « Aucune écriture ».

Compte débit	Compte crédit	Montant
Charges de marchandises (commerciales)	(CV) Stocks	25

Justifiez le choix du compte débit avec le chiffre correspondant de la RPC 17.

Chiffre : 27

- b) À combien s'élèverait la correction de valeur à comptabiliser si les trois catégories de stocks pouvaient être réunies dans une évaluation groupée ?

Montant : 0

Problème 2 : RPC 28 Subventions publiques (4.0 points)

- a) Le 20.08.2024, Pharma SA reçoit de la Confédération la contribution aux coûts de stockage de 240 pour le 1^{er} semestre 2024. Saisissez cet avoir bancaire. Si aucune écriture n'est nécessaire, indiquez « Aucune écriture ».

Compte débit	Compte crédit	Montant
Banque (liquidités)	Autres produits d'exploitation	240

Justifiez le choix du compte crédit avec le chiffre correspondant de la RPC 28.

Chiffre : 5

- b) Procédez à l'écriture nécessaire pour le bouclage annuel au 31.12.2024 dans le cas où la contribution aux coûts de 250 pour le 2^e semestre 2024 ne sera versée qu'en 2025. Si aucune écriture n'est nécessaire, indiquez « Aucune écriture ».

Compte débit	Compte crédit	Montant
Actifs de régularisation	Autres produits d'exploitation	250

- c) Indiquez quelles informations concrètes vous devez, selon la RPC 28, indiquer dans l'annexe aux comptes annuels 2024 pour les problèmes a) et b).

Indication en annexe : Contribution aux coûts de stockage (de la Confédération)
490 _____

Problème 3 : RPC 23 Provisions (4.0 points)

- a) Effectuez au 31.12.2024 la première comptabilisation de la provision nécessaire pour le montant actualisé (à 1 décimale près). Utilisez pour le compte de bilan la désignation de compte / groupe selon la RPC 3. Dans le compte de résultat, la provision constituée doit être imputée aux déductions sur ventes.

Compte débit	Compte crédit	Montant
Déductions sur ventes	Provisions à long terme	149,4

- b) Indiquez quelle écriture est nécessaire lors du bouclage annuel au 31.12.2025 si les données du bouclage 2024 restent valables sans modification. Le montant doit être indiqué à 1 décimale près.

Compte débit	Compte crédit	Montant
Déductions sur ventes ou charges financières	Provisions à long terme	9

Quelle information concrète doit, en plus des indications figurant dans le tableau des provisions et s'y rapportant, être mentionnée dans l'annexe à propos de la provision constituée dans les comptes annuels 2024 ?

____ Taux d'actualisation utilisé 6 % ____

Problème 4 : Affirmations diverses concernant les Swiss GAAP RPC (4.0 points)

a) Indiquez par une croix si les affirmations suivantes concernant différents faits sont justes ou fausses selon les Swiss GAAP RPC.

#	Affirmation	Juste	Fausse
1	Une entreprise qui applique la RPC 22 doit évaluer les contrats à long terme selon la méthode POC si les critères sont remplis. En revanche, une entreprise qui applique uniquement les RPC de base a le choix entre la méthode POC et la méthode CC si les critères sont remplis.	X	
2	Si une perte fiscale a été enregistrée au cours d'un exercice, une régularisation des impôts différés actifs peut dans tous les cas être effectuée.		X
3	Les bases et les principes d'évaluation appliqués dans les comptes annuels RPC doivent dans tous les cas être indiqués dans l'annexe.	X	
4	En cas de leasing financier, la valeur actuelle des futures annuités et de l'option d'achat (le cas échéant) doit être déterminée au début du contrat.	X	
5	Les coûts d'une valeur patrimoniale incorporelle créée par l'entité elle-même et encore non achevée peuvent être portés à l'actif si seul le critère de l'utilité à long terme déterminable de manière fiable est rempli.		X
6	Füllig SA et Mager SA ont la même présidente du conseil d'administration. Les deux entreprises sont par conséquent considérées comme liées.		X
7	Pendant leur durée de détention, les actions propres détenues doivent toujours être portées au bilan à la valeur d'acquisition. En cas de vente, le gain de cours réalisé est comptabilisé dans le résultat financier.		X
8	Les réserves de cotisation de l'employeur peuvent être fiscalement déduites comme charges jusqu'à un montant maximal. Dans le bouclage RPC, les réserves de cotisation de l'employeur sans renonciation à l'utilisation doivent en revanche être portées au bilan.	X	
9	Un accord d'achat avec un fournisseur d'une durée de 3 ans qui stipule un délai de résiliation de 6 mois ne doit pas être mentionné dans l'annexe.	X	
10	Un engagement de 100 avec une probabilité d'occurrence de 30 % entraîne une constitution de provision de 30.		X

Problème 5 : Impôts différés passifs (4.0 points)

Bilan 31.12.2024	Valeurs fiscales		Ajustement		Valeurs RPC	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Actifs divers	8'700		600		9'300	
Capitaux étrangers divers		6'150	200			5'950
Impôts différés passifs			20	140		120
Capital-actions		2'000				2'000
Réserves issues du capital		100				100
Réserves issues du bénéfice		300	140	700		860
Bénéfice de l'exercice		150		100+20		270
	8'700	8'700	960	960	9'300	9'300

Problème 6 : Organisation de la comptabilité (4.0 points)

a) La nouvelle loi sur la protection des données (nLPD)

Description de la situation	Privacy by Design	Privacy by Default	Non pertinent
L'utilisateur d'un site Internet peut sélectionner activement différents cookies. Seuls les cookies nécessaires sont cochés par défaut.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une directive interne décrit le traitement des informations sensibles et indique si celles-ci peuvent être utilisées en dehors de l'entreprise. Il convient dans ce cadre d'appliquer le principe du « need-to-know » (besoin d'en connaître).	<input checked="" type="checkbox"/>	(<input checked="" type="checkbox"/>)	<input type="checkbox"/>
Lors de la commande d'un article sur un site Internet, seules les coordonnées absolument nécessaires sont demandées. Les autres données non impératives, telles que le numéro de mobile, la date de naissance, etc. ne peuvent pas être saisies.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Après la création d'un compte utilisateur avec un mot de passe sur une boutique en ligne, l'utilisateur doit indiquer s'il souhaite enregistrer ses données d'accès (nom d'utilisateur et mot de passe). Le paramètre par défaut est « non ».	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

b) Sécurité des données

Description de la situation	Attribution à l'objectif de protection	
Max a oublié son badge pour la salle des serveurs et demande à Andreas de lui prêter le sien. Il ouvre la porte, remercie Andreas et referme la porte de la salle des serveurs derrière lui.	<input type="checkbox"/> Disponibilité	<input checked="" type="checkbox"/> Confidentialité
	<input type="checkbox"/> Intégrité	<input type="checkbox"/> Authenticité
Une entreprise applique la « clean desk policy » (politique du bureau propre). Conformément à cette directive, les membres du personnel doivent veiller à ne laisser aucun document sur leur bureau à la fin de la journée.	<input type="checkbox"/> Disponibilité	<input checked="" type="checkbox"/> Confidentialité
	<input type="checkbox"/> Intégrité	<input type="checkbox"/> Authenticité
L'hôpital cantonal de Zurich dispose d'un grand nombre de générateurs diesel destinés à fournir l'énergie électrique nécessaire en cas de panne de courant.	<input checked="" type="checkbox"/> Disponibilité	<input type="checkbox"/> Confidentialité
	<input type="checkbox"/> Intégrité	<input type="checkbox"/> Authenticité
Sandra est en télétravail aujourd'hui et se connecte au système. Après la saisie de ses données de connexion (nom d'utilisateur et mot de passe), elle est invitée à saisir un code via une application sur son smartphone. Ce code change toutes les 30 secondes.	<input type="checkbox"/> Disponibilité	<input type="checkbox"/> Confidentialité
	<input type="checkbox"/> Intégrité	<input checked="" type="checkbox"/> Authenticité
Peter travaille depuis son domicile et se connecte au système de son employeur via un VPN (Virtual Private Network). Il sait que le VPN crée une somme de contrôle lors de l'envoi d'informations et compare celle-ci avec la somme de contrôle générée lors de la réception des informations.	<input type="checkbox"/> Disponibilité	<input type="checkbox"/> Confidentialité
	<input checked="" type="checkbox"/> Intégrité	<input type="checkbox"/> Authenticité
La direction a édicté une directive relative aux appareils mobiles. Selon celle-ci, seuls les appareils mobiles équipés d'un filtre de confidentialité et d'une protection supplémentaire (BitLocker) au démarrage du système peuvent contenir des données professionnelles.	<input type="checkbox"/> Disponibilité	<input checked="" type="checkbox"/> Confidentialité
	<input type="checkbox"/> Intégrité	<input type="checkbox"/> Authenticité



Examen professionnel de Spécialiste en finance et comptabilité 2025

Comptabilité

Problème 6 Transformation d'une entreprise individuelle
Leasing
Fusion
Liquidation

Durée d'examen 1 heure

Points 24 sur 200

Problème 1 : Transformation d'une entreprise individuelle (6,0 points)

La patientèle de Physio Klein (Peter Klein), une entreprise individuelle inscrite au registre du commerce, est en forte augmentation depuis des années. L'entreprise prévoit de poursuivre sa croissance et doit pour cela intégrer de nouveaux investisseurs. Au cours d'une première étape, l'entreprise individuelle est transformée en société anonyme et devient Physio Klein SA.

Vous êtes désormais en charge des affaires comptables et fiscales de Physio Klein SA et devez établir le bilan de constitution.

a) Établissement du bilan de constitution

Peter Klein transfère les avoirs et les dettes de l'entreprise individuelle à la société anonyme, à la valeur comptable, et acquiert une part de 60 % du capital-actions. Peter Klein transfère uniquement le véhicule dans sa fortune privée, à la valeur comptable de KCHF 15. Les actifs nets de KCHF 100 sont utilisés pour libérer le capital minimum proportionnel et constituer un agio à hauteur de KCHF 5. Le reste est crédité à l'actionnaire Peter Klein à titre de prêt d'actionnaire à long terme. Les nouveaux partenaires sont disposés à verser un apport supplémentaire de 150 % en compensation des réserves latentes, d'un montant de KCHF 20, et du goodwill. Les frais d'émission peuvent être ignorés.

Sur la base des informations ci-dessus et du bilan de clôture suivant, établissez le bilan de constitution de Physio Klein SA. Arrondissez au millier de francs.

ACTIFS	Bilan de clôture Entreprise individuelle Physio Klein	Transferts	Bilan de constitution Physio Klein SA
Liquidités	20	+40 ; +60	120
Créances résultant de L+P	60		60
Prestations non facturées	70		70
Actifs de régularisation	5		5
Total de l'actif circulant	155	+100	255
Immobilisations corporelles meubles	65	-15	50
Total de l'actif immobilisé	65	-15	50
Total des actifs	220	+85	305
PASSIFS			
Dettes résultant de L+P	30		30
Autres dettes à court terme	20		20
Passifs de régularisation	10		10
Total des capitaux étrangers à court terme	60	0	60
Dettes à long terme	60		60
Prêt actionnaire	0	-15 ; +35	20
Total des capitaux étrangers à long terme	60	+20	80
Total des capitaux étrangers	120	+20	140
Capitaux propres	100	-60 ; -5 ; -35	0
Capital-actions	0	+60 ; +40	100
Réserves d'apports en capital	0	+5 ; +60	65
Total des capitaux propres	100	+65	165
Total des passifs	220	+85	305

- b) Indiquez quelles seront les incidences fiscales concrètes (sans chiffres) dans le cas où Peter Klein vend ses actions 4 ans après la transformation à un prix supérieur à l'apport en capitaux propres.

En cas de non-respect de la période de blocage de 5 ans, Peter Klein devra déclarer a posteriori les réserves latentes transférées comme revenu.

Problème 2 : Leasing (5,0 points)

Physio Klein SA envisage un leasing pour financer ses nouveaux appareils de fitness. La charge annuelle ne doit pas être trop importante. Le conseil d'administration vous prie donc de calculer les valeurs suivantes.

a) Calcul des annuités

Le prix d'achat au comptant d'une partie des appareils de fitness s'élève à KCHF 300 et doit être payé sous forme de 5 annuités à terme échu d'un même montant. Le vendeur renonce aux frais de conclusion. À combien le taux d'intérêt maximal mentionné sur le contrat de leasing peut-il s'élever si les annuités ne doivent pas dépasser KCHF 73 ?

Facteurs d'actualisation

Année	1 %	2 %	3 %	4 %	5 %	6 %	7 %	8 %	9 %	10 %
1	0.990	0.980	0.971	0.962	0.952	0.943	0.935	0.926	0.917	0.909
2	0.980	0.961	0.943	0.925	0.907	0.890	0.873	0.857	0.842	0.826
3	0.971	0.942	0.915	0.889	0.864	0.840	0.816	0.794	0.772	0.751
4	0.961	0.924	0.888	0.855	0.823	0.792	0.763	0.735	0.708	0.683
5	0.951	0.906	0.863	0.822	0.784	0.747	0.713	0.681	0.650	0.621

Facteurs d'actualisation d'une annuité

Année	1 %	2 %	3 %	4 %	5 %	6 %	7 %	8 %	9 %	10 %
1	0.990	0.980	0.971	0.962	0.952	0.943	0.935	0.926	0.917	0.909
2	1.970	1.942	1.913	1.886	1.859	1.833	1.808	1.783	1.759	1.736
3	2.941	2.884	2.829	2.775	2.723	2.673	2.624	2.577	2.531	2.487
4	3.902	3.808	3.717	3.630	3.546	3.465	3.387	3.312	3.240	3.170
5	4.853	4.713	4.580	4.452	4.329	4.212	4.100	3.993	3.890	3.791

a1) Calculez le taux d'intérêt maximal du leasing, en pourcentage entier.

Calcul :

$$300 / 73 = 4.1096$$

Taux d'intérêt maximal en pourcentage entier : 6 %

b) Comptabilisation du leasing financier

Physio Klein SA a fait le choix d'un leasing pour d'autres appareils. Les données relatives au contrat de leasing sont incomplètes. L'extrait du calcul de capitalisation et la durée du leasing de 3 ans sont les seules informations dont vous disposez.

Calcul de capitalisation en KCHF

Année	Capital initial	Annuité	Intérêts	Remboursement	Capital final
2025	2'230	879	223	656	
2026		879			852
2027		879	85	794	58

- b1) Complétez les valeurs du contrat de leasing à l'aide du calcul de capitalisation ci-dessus et des facteurs d'actualisation ainsi que des facteurs d'actualisation d'une annuité :

Informations sur le contrat de leasing	
Durée du leasing	3 ans
Annuités à terme échu (arrondies en KCHF)	KCHF 879
Option d'achat à la fin du contrat (arrondie en KCHF)	KCHF 58
Valeur actuelle des paiements futurs (arrondie en KCHF)	KCHF 2'230
Taux d'intérêt calculé (en pourcentage entier)	10 %

b2) Établissez les écritures comptables fin 2027. Utilisez des désignations de compte juridiquement correctes. Il n'est pas nécessaire d'opérer une distinction entre les dettes à court et à long terme.

Mesures	Compte débit	Compte crédit	Montant en KCHF
Intérêts	<i>Charges d'intérêts</i>	<i>Liquidités</i>	85
Remboursement	<i>Engagements de leasing (à long terme)</i>	<i>Liquidités</i>	794
Amortissement (indirect)	<i>Charges d'amortissement</i>	<i>CV immobilisations corporelles meubles en leasing</i>	446

b3) Indiquez l'écriture pour le paiement de l'annuité fin 2025, en sachant que le leasing serait comptabilisé comme une opération assimilable à une location et ne serait pas porté au bilan.

Mesures	Compte débit	Compte crédit	Montant en KCHF
Annuité	<i>Charges de leasing</i>	<i>Liquidités</i>	879

Problème 3 : Fusion (6,5 points)

Physio Klein SA a la possibilité de racheter une société concurrente, Physio Gross SA. Vous devez répondre aux questions suivantes.

Après ajustement des valeurs au bilan des actions (problèmes a1 et a2), la situation se présente comme suit :

Chiffres clés après ajustement des valeurs au bilan

	Physio Klein SA	Physio Gross SA
Nombre d'actions	1'000	800
Valeur nominale par action	100	125
Valeur au bilan (valeur substantielle par action)	240	180

- a1) La valeur au bilan de l'action Physio Klein SA est passée de CHF 255 à CHF 240 dans la perspective de la prochaine absorption. Pour ce faire, l'entreprise a procédé à une augmentation du capital-actions, avec un prix d'émission inférieur à la valeur au bilan. Le prix d'émission par action s'élevait à CHF 180. Calculez le rapport d'échange qui a été appliqué lors de l'augmentation du capital-actions.

Calcul :

$$(255 - 180) / (255 - 240) = 5$$

$$1'000 \text{ actions} / 5 = 200 \text{ nouvelles actions}$$

$$1'000 \text{ actions} - 200 \text{ actions} = 800 \text{ actions} \rightarrow 800 \text{ anciennes actions pour } 200 \text{ nouvelles actions} = 4:1$$

Rapport d'échange : 4:1 (4 anciennes actions donnent droit à une nouvelle action)

- a2) La valeur au bilan d'une action Physio Gross SA a été ramenée à CHF 180 par action suite à une distribution de dividendes. Quel a été le montant total versé en dividendes si les capitaux propres de Physio Gross SA s'élevaient à CHF 195'000 avant la distribution ? Calculez le montant total versé en dividendes (en CHF).

Calcul :

$$195'000 - (800 \text{ actions} \times 180) = 51'000$$

Montant total versé en dividendes en CHF : CHF 51'000

b) Réalisation de la fusion

Au final, le rapport d'échange en valeur est de 4:3. Autrement dit, les actionnaires de Physio Gross SA reçoivent trois actions de Physio Klein SA pour quatre actions de Physio Gross SA. Pour pouvoir mettre ces actions à disposition, Physio Klein SA procède à une nouvelle augmentation du capital-actions. Vous êtes responsable de la réalisation de la fusion.

b1) Calculez le montant de l'augmentation du capital-actions de Physio Klein SA.

Calcul :

800 actions / 4 = 200 actions

200 actions x 3 = 600 actions

600 actions x 100 CHF = CHF 60'000

Augmentation du capital-actions de Physio Klein SA en CHF : CHF 60'000

b2) Calculez l'agio de fusion en CHF.

Calcul :

Actif net repris de Physio Gross SA : 800 actions x 180 = CHF 144'000

./. Augmentation du capital-actions de Physio Klein SA : CHF -60'000

= agio de fusion CHF 84'000

Agio de fusion en CHF : CHF 84'000

b3) Calculez la partie de l'agio de fusion bénéficiant d'un traitement fiscal privilégié en CHF.

Calcul :

Capital-actions annulé de Physio Gross SA : 800 actions x 125 = CHF 100'000

./. Augmentation du capital-actions de Physio Klein SA : CHF -60'000

= partie de l'agio de fusion bénéficiant d'un traitement fiscal privilégié CHF 40'000

Partie de l'agio de fusion bénéficiant d'un traitement fiscal privilégié en CHF : CHF 40'000

Problème 4 : Liquidation (6,5 points)

La filiale Physio Liq SA n'a pas résisté à la forte concurrence d'une entreprise voisine et doit être liquidée après quelques années. Physio Liq SA avait pu acheter les locaux au bailleur peu après l'ouverture. Cet immeuble peut à présent être vendu en réalisant un bénéfice. Vous êtes en charge de la liquidation de l'entreprise. Le bilan de clôture du dernier exercice sert de bilan d'ouverture de liquidation.

Dans le cadre de la liquidation, vous effectuez les opérations suivantes. En vous appuyant sur l'exemple de la 1^{re} opération, indiquez dans le tableau suivant la marche à suivre pour toutes les opérations. Arrondissez au millier de francs.

1. Les dettes résultant de livraisons et de prestations à hauteur de KCHF 22 sont payées. KCHF 3 sont contestés par Physio Liq SA, ne sont pas payés et peuvent être décomptabilisés.
2. Les prestations de services non facturées sont des séances de thérapie qui ont déjà été évaluées aux prix de vente mais n'ont pas encore été facturées aux caisses-maladie. À l'exception des KCHF 3, toutes les prestations de services ont été facturées et encaissées. Vous pouvez décomptabiliser le reste.
3. Les comptes de régularisation actifs sont des abonnements de plus d'une année qui ont été délimités sur leur durée. 80 % de la valeur ont été remboursés à Physio Liq SA.
4. Un montant de KCHF 25 a pu être récupéré sur les créances ouvertes. La CV appliquée aux créances résultant de L+P peut être dissoute, et les créances non récupérables peuvent être décomptabilisées.
5. Les appareils sont vendus à un acquéreur pour KCHF 30, qui paie immédiatement.
6. L'immeuble est vendu à un tiers pour KCHF 600. Il n'a jamais été amorti, et aucune dépense génératrice de plus-value n'a été effectuée. L'impôt sur les gains immobiliers (de 33.33 %) est payé sur le gain immobilier. Toutes les transactions en lien avec la vente de l'immeuble doivent être traitées et comptabilisées dans le cadre de cette opération.
7. Seuls les coûts de liquidation ont été délimités dans les comptes de régulation passifs. Les coûts réels de KCHF 7 sont intégralement payés. Les passifs de régularisation constitués en trop peuvent être dissous.

ACTIFS	Bilan d'ouverture de la liquidation Physio Liq S.à r.l	Opération 1	Opération 2	Opération 3	Opération 4	Opération 5	Opération 6	Opération 7
Liquidités	25	-22	+17	+4	+25	+30	+600 ; -370 ; -50	-7
Créances résultant de L+P	30				-25 ; -5			
CV créances résultant de L+P	-3				+3			
Prestations de services non facturées	20		-17 ; -3					
Actifs de régularisation	5			-4 ; -1				
Total de l'actif circulant	77	-22	-3	-1	-2	+30	+180	-7
Appareils	40					-30 ; -15 ; +5		
Correction de valeur des appareils	-15					+15		
Immeuble	450						-600 ; +50 +100	
Total de l'actif immobilisé	475					-25	-450	
Total des actifs	552	-22	-3	-1	-2	+5	-270	-7
PASSIFS								
Dettes résultant de L+P	25	-22 ; -3						
Passifs de régularisation	10							-7 ; -3
Hypothèque	370						-370	
Total des capitaux étrangers	405	-25					-370	-10
Capital-actions	60							
Réserves issues du bénéfice	87							
Résultat de liquidation		+3	-3	-1	-5 ; +3	+5	+100	+3
Total des capitaux propres	147	+3	-3	-1	-2	+5	+100	+3
Total des passifs	552	-22	-3	-1	-2	+5	-270	-7



Examen professionnel de Spécialiste en finance et comptabilité 2025

Fiscalité

Problème 1 Taxe sur la valeur ajoutée

Durée d'examen 1h 30min

Points 50 sur 100

Solution

Problème 1 (6.0 points)

Cochez si les affirmations suivantes sont vraies ou fausses. Justifiez vos réponses en indiquant la base légale complète (article, alinéa, lettre, chiffre, le cas échéant).

Toutes les entreprises sont inscrites au registre des assujettis TVA, sauf mention contraire.

- 1.1 La société NICE PLACE Sàrl, basée à Schlieren (CH), possède divers biens immobiliers commerciaux qu'elle loue à des tiers. Elle opte volontairement pour les revenus locatifs de tous les baux et déduit la totalité de l'impôt préalable. En 2023 et 2024, un immeuble classé monument historique situé dans la zone centrale de Zurich (CH) sera rénové. En raison de la nature coûteuse des travaux, la ville de Zurich prend en charge une partie des coûts. La garantie de prise en charge des coûts (subvention) sera encore accordée en 2023, mais le montant de la subvention ne sera versé par la ville de Zurich à NICE PLACE Sàrl qu'en 2024.

Affirmation : La réduction de l'impôt préalable liée à l'objet doit être effectuée en 2023, car c'est l'année où la décision de la subvention a été prise.

☐ vrai ☒ faux

Base légale : **Art. 33 al. 2 LTVA ou IT 05 ch. 1.3.6**

- 1.2 La société GASTRO SA, sise à Dübendorf (CH), exploite divers bars et clubs de nuit dans la région de Zurich (CH). Dans la plupart des établissements, une entrée payante est exigée des clients. En règle générale, aucun reçu n'est délivré aux clients.

Affirmation : GASTRO SA ne peut pas opter pour les droits d'entrée. Faute de justificatif, la TVA ne peut pas être indiquée.

☐ vrai ☒ faux

Base légale : **Art. 22 al. 1 LTVA**

- 1.3 Le menuisier Gian Krammer, domicilié à Morges (CH), décompte son chiffre d'affaires d'après les contre-prestations convenues. En décembre 2023, M. Krammer a reçu d'un client un acompte de CHF 1'500.00 pour une table, sans avoir établi de facture. En janvier 2024, M. Krammer facture ses prestations après la livraison de la table.

Affirmation : M. Krammer doit déclarer l'acompte de CHF 1'500.00 comme chiffre d'affaires dans le décompte TVA uniquement en 2024, car la prestation a été facturée cette année-là.

☐ vrai ☒ faux

Base légale : **Art. 40 al. 1 let. c LTVA**

- 1.4 Ronald Hüsler, non inscrit au registre des assujettis TVA, possède plusieurs immeubles d'habitation en Suisse qu'il loue à des particuliers. La gestion de ces biens immobiliers est assurée par la société LIVING & CO. KG, basée à Jestetten (DE), qui n'est également pas inscrite au registre des assujettis TVA en Suisse. Les honoraires de gestion, facturés à M. Hüsler pour chaque immeuble, ne comprennent pas la TVA suisse et s'élèvent à CHF 30'000.00 par an.

Affirmation : M. Hüsler n'a pas à déclarer pour ces prestations acquises auprès de la société LIVING & CO. KG, l'impôt sur les acquisitions, même si les factures sont établies sans TVA.

☒ vrai ☐ faux

Base légale : **Art. 45 al. 1 let. a (en relation avec l'art. 8 al. 2 let. f LTVA)**

- 1.5 La société SCHÄPPI COMMERCES Sàrl, dont le siège est à Wallisellen (CH), reçoit une annonce écrite de l'Administration fédérale des contributions (AFC) concernant un contrôle TVA. Cette annonce précise que, pour les cinq dernières années, outre les comptes annuels signés et les documents comptables correspondants, un rapprochement annuel des chiffres d'affaires et de l'impôt préalable devront être présentés.

Affirmation : La société SCHÄPPI HANDELS Sàrl a rempli ses obligations envers l'AFC en tenant une comptabilité conforme et remettant ses décomptes TVA dans les délais. Elle n'est donc pas tenue d'établir d'autres documents tels que la concordance du chiffre d'affaires ou de l'impôt préalable.

☐ vrai ☒ faux

Base légale : **Art. 128 al. 1 let. d + e OTVA**

- 1.6 L'association FECHTCLUB BELP, inscrite au registre des assujettis TVA, gérée bénévolement et sans but lucratif, dont le siège est à Belp (CH), établit en mars 2025 ses comptes annuels pour l'année 2024. Il en ressort que l'association a réalisé des revenus de CHF 100'000.00 provenant des cotisations des membres ainsi que des revenus imposables de CHF 180'000.00 provenant de la vente d'équipements sportifs. Le budget pour l'année 2025 prévoit que les revenus resteront constants dans un avenir proche.

Affirmation : Le FECHTCLUB BELP peut se libérer de l'assujettissement avec effet rétroactif au 01.01.2025, car il remplit les conditions de libération de l'assujettissement selon l'art. 10 al. 2 LTVA.

☐ vrai ☒ faux

Base légale : **Art. 14 al. 5 LTVA**

Problème 2 (8.0 points)

Déterminez pour chaque prestation indiquée le(s) lieu(x) exact(s) où la prestation à titre onéreux est réalisée, et cochez la base légale correspondante. Indiquez également la qualification fiscale en cochant la case appropriée.

Partez du principe que tous les prestataires sont inscrits au registre des assujettis TVA et qu'ils ont renoncé à l'option d'imposition volontaire des prestations exclues du champ de l'impôt.

	Prestation	Lieu de la prestation	Base légale LTVA				Qualification fiscale			
			Art. 7, al. 1, let. a	Art. 7, al. 1, let. b	Art. 8, al. 1	Art. 8, al. 2, let. a - g	Imposable	Exclu du champ de l'impôt	Exonéré de l'impôt	Non soumis (Fourni à l'étranger)
Exemple	<i>Un fabricant d'articles de sport basé à Lausanne (CH) livre de nouvelles chaussures de sport à un magasin de sport basé à Genève (CH).</i>	Lausanne (CH)	X				X			
2.1	Une entreprise de transport, basée à Frauenfeld (CH), transporte, pour le compte d'un commerçant de fruits et légumes situé à Wil (CH), des pommes de Thundorf (CH) à un détaillant alimentaire basé à Constance (D).	Wil (CH)			X				X	
2.2	Une société de conseil, basée à Zurich (CH), achète un logiciel payant de planification de rendez-vous auprès d'une entreprise située à Hanovre (D) et l'installe par téléchargement.	Zurich (CH)			X		X			
2.3	Un artisan basé à Mendrisio (CH) répare la clôture d'un entrepôt situé à Chiasso (CH). Le donneur d'ordre est une entreprise industrielle basée à Lugano (CH).	Chiasso (CH)	X				X			
2.4	Une entreprise de construction en bois, basée à Erstfeld (CH), reçoit des intérêts de la banque située à Altdorf (CH) pour le dépôt à terme fixe qu'elle a placé.	Altdorf (CH)			X			X		

		Base juridique LTVA				Qualification fiscale				
	Prestation	Lieu de la prestation	Art. 7, al. 1, let. a	Art. 7, al. 1, let. b	Art. 8, al. 1	Art. 8, al. 2, let. a - g	Imposable	Exclu du champ de l'impôt	Exonéré de l'impôt	Non soumis (Fourni à l'étranger)
2.5	Une société de conseil, basée à Lucerne (CH), conseille une usine de machines située à Willisau (CH) pour le transfert d'une partie de sa production à Pékin (Chine).	Willisau (CH)			X		X			
2.6	La directrice d'une entreprise basée à Aarau (CH) voyage en train d'Olten (CH) à Genève (CH) pour assister à une exposition spécialisée. Le billet de train est acheté auprès des CFF, dont le siège est à Berne (CH).	Parcours : Olten (CH) - Genève (CH)				X	X			
2.7	Un magasin de meubles, basé à Brigue (CH), livre un miroir à un client domicilié à Domodossola (I). La preuve de l'exportation a été apportée.	Brigue (CH)		X					X	
2.8	La responsable marketing d'un fabricant de produits alimentaires, basé à Vevey (CH), participe à un séminaire de formation continue à Grindelwald (CH). Le séminaire est organisé par un institut de formation basé à Berlin (D).	Grindelwald (CH)				X		X		

Problème 3 (8.0 points)

En 2024, la société Immobilière SA réalise, en plus des revenus immobiliers pour lesquels elle a exercé l'option, uniquement des revenus imposables s'élevant à CHF 80'000.00. La direction a décidé de ne plus opter pour les revenus locatifs à partir du 31.12.2024 et, simultanément, de radier la société du registre des assujettis à la TVA. La demande de radiation a été soumise à l'Administration fédérale des contributions (AFC) conformément à l'article 66, alinéa 2 LTVA.

Le décompte de la TVA est effectué selon la méthode effective et sur la base des contre-prestations convenues. Les dispositions légales en matière de TVA ont été respectées par la société.

Votre tâche :

En vue de la radiation de l'entreprise du registre des assujettis à la TVA au 31.12.2024, il convient d'évaluer, en cochant la case correspondante, si les faits suivants entraînent des conséquences fiscales (impôt sur le chiffre d'affaires [TVA], correction de l'impôt préalable) ou non (aucune conséquence). Un éventuel « impôt sur le chiffre d'affaires » ou « correction de l'impôt préalable » doit être calculé en détail.

Si une justification est demandée, les dispositions légales correspondantes de la LTVA et/ou de l'OTVA (article, alinéa, lettre, chiffre, le cas échéant) doivent être indiquées.

Les biens mentionnés dans les situations suivantes restent la propriété de la société Immobilière SA, sauf indication contraire.

- 3.1 Les réserves de mazout au 31.12.2024 s'élèvent à CHF 15'000.00 (hors TVA). Cela comprend, CHF 12'000.00 (hors TVA 8,1%) pour des achats effectués en 2024 et CHF 3'000.00 (hors TVA 7,7%) à des achats effectués en 2023.

Seul un bien immobilier loué avec option dispose encore d'un chauffage au mazout. Les autres immeubles ont été convertis aux énergies renouvelables.

☐ Impôt sur le CA (TVA) * ☒ Correction de l'impôt préalable * ☐ Aucune conséquence

* Calcul détaillé :	CHF 12'000.00 x 8.1%	= CHF 972.00
	CHF 3'000.00 x 7.7%	= CHF 231.00
	Total	<u>CHF 1'203.00</u>

Base légale : **Art. 31 al. 2 let. d LTVA, art. 69 al. 1 OTVA**

3.2 La société Immobilière SA possède trois fraises à neige. Celles-ci ont été acquises au prix de CHF 1'500.00 chacune (hors TVA 7.7%). Au 31.12.2024, les données suivantes concernant les fraises à neige sont connues (montants hors TVA 7.7%) :

	Fraise à neige 1	Fraise à neige 2	Fraise à neige 3
Année d'acquisition	2020	2021	2022
Valeur comptable en CHF	1.00	450.00	675.00
Valeur du marché en CHF	300.00	600.00	900.00
Utilisation	Pour les immeubles avec option	50% pour les immeubles avec option 50% pour les immeubles sans option	Pour les immeubles sans option

Fraise à neige 1

☐ Impôt sur le CA (TVA) * ☒ Correction de l'impôt préalable * ☒ Pas de conséquences

* Calcul détaillé :

CHF 1'500.00 x 7.7% = **CHF 115.50**
Amortissement : 100% **CHF 115.50**
 (5 ans à 20% = 100%)
Total **CHF 0.00**

Pas de valeur résiduelle, la fraise à neige est entièrement amortie

Fraise à neige 2

☐ Impôt sur le CA (TVA) * ☒ Correction de l'impôt préalable * ☐ Aucune conséquence

* Calcul détaillé :

CHF 1'500.00 x 7.7% = **CHF 115.50**
Amortissement : 80% **CHF 92.40**
 (4 ans à 20% = 80%)
Total **CHF 23.10**
Dont 50% de TVA **CHF 11.55**

Fraise à neige 3

☐ Impôt sur le CA (TVA) * ☐ Correction de l'impôt préalable * ☒ Aucune conséquence

* Calcul détaillé :

- (Lors de l'achat, il n'y avait pas de droit à la DIP)

3.3 Au 31.12.2024, la société Immobilière SA dispose du parc de véhicules suivant :

- Véhicule de direction, principalement utilisé par le directeur général à des fins professionnelles. Le véhicule a été acquis en 2018 auprès d'un garage situé en Suisse. Au 31.12.2024, les données suivantes concernant le véhicule sont connues :

- Prix d'achat :	CHF	120'000.00	(hors TVA de 7,7%)
- Valeur comptable :	CHF	1.00	(poste pour mémoire, hors TVA)
- Valeur du marché :	CHF	30'000.00	(TVA incluse, le cas échéant)

- Véhicule de collection (première mise en circulation en 1980), exposée dans le hall d'entrée des bureaux de la société Immobilière SA, en souvenir des débuts de l'entreprise. Le véhicule a été acheté en 2018 auprès d'un particulier en Suisse. Au 31.12.2024, les données suivantes concernant le véhicule sont connues :

- Prix d'achat :	CHF	50'000.00
- Valeur comptable :	CHF	1.00 (poste pour mémoire, hors TVA)
- Valeur du marché :	CHF	68'000.00 (TVA incluse, le cas échéant)

Véhicule de direction

Le directeur général de longue date prendra sa retraite au 31.12.2024. Immobilière SA lui transfère, à titre gratuit, la propriété du véhicule à cette date.

☒ Impôt sur le CA (TVA) * ☐ Correction de l'impôt préalable * ☐ Aucune conséquence

* Calcul détaillé : **CHF 30'000.00 : 108.1% x 8.1% = CHF 2'247.90**

Base légale : **Art. 24 al. 1 LTVA, art. 47 OTVA**

Véhicule de collection

La vente du véhicule de collection à un particulier en Suisse est effectuée à la valeur du marché au 31 décembre 2024.

☒ Impôt sur le CA (TVA) * ☐ Correction de l'impôt préalable * ☐ Aucune conséquence

* Calcul détaillé : **Prix de vente CHF 68'000.00**
 ./. Prix d'achat CHF 50'000.00
 Bénéfice (marge) CHF 18'000.00
 CHF 18'000.00 : 108.1% x 8.1% = CHF 1'348.75

Base légale : **Art. 24a / 28a al. 3 LTVA, art. 48a al. 3 let. c OTVA
(imposition de la marge)**

3.4 Le loyer de CHF 15'000.00 (hors TVA éventuelle) pour les locaux pour lesquels il a été exercé l'option, couvrant la période du 01.10.2024 au 31.03.2025 a été payé par le locataire commercial de longue date dès septembre 2024. Aucune facture n'a été émise pour ce loyer. Le contrat de location a été modifié au 01.01.2025 (location sans option), et la TVA trop perçue a été remboursée au locataire au 31.12.2024.

☒ Impôt sur le CA (TVA) * ☐ Correction de l'impôt préalable * ☐ Aucune conséquence

* Calcul détaillé :

CHF 15'000.00 x 8.1%	=	CHF 1'215.00
./. loyer 01.10. - 31.12.2024		CHF 607.50
(3 mois à CHF 2'500.00 = CHF 7'500.00)		
Total <u>diminution</u> du CA		<u>CHF 607.50</u>

Problème 4 (12.0 points)

Évaluez dans les cas suivants, pour l'année 2024, du point de vue des différentes entreprises "Müller" sises en Suisse, si et dans quelle mesure l'impôt sur le chiffre d'affaires (TVA) est dû, ainsi que si et dans quelle mesure un droit à la déduction de l'impôt préalable peut être exercé. Sauf indication contraire, les entreprises sont inscrites au registre des assujettis TVA et décomptent selon la méthode effective. Les factures respectent les conditions de l'article 26 LTVA.

Vous pouvez vous référer au chiffre marginal 72 de la notice explicative pour remplir le certificat de salaire ou l'attestation de rentes. Vous trouverez cette notice en annexe 1, page 16.

4.1 La société **Machines Agricoles Müller Sàrl** vend un nouveau tracteur. Dans ce cadre, un ancien tracteur est repris par l'acheteur, un agriculteur non assujetti à la TVA. Les montants suivants sont pris en compte :

	CHF
Vente tracteur neuf	80'000.00
Moins 5% de remise	- 4'000.00
Plus 8,1% de TVA sur CHF 76'000.00	6'156.00
Montant de la facture	82'156.00
Reprise de l'ancien tracteur	- 20'000.00
Paielement par virement bancaire	62'156.00

La société Machines Agricoles Müller Sàrl est-elle redevable d'un impôt sur le chiffre d'affaires (TVA) ?



Oui



Non

Si **oui**, à quel montant ?

CHF 6'156.00

Peut-elle exercer un droit à la déduction de l'impôt préalable ?



Oui



Non

Si **oui**, à quel montant ?

CHF 1'498.60

4.2 **La raison individuelle Müller** est une boutique spécialisée dans les montres et les bijoux. Elle offre à l'un de ses employés une montre de son assortiment à l'occasion de son 50e anniversaire. La montre a été achetée par la boutique pour CHF 200.00. Le fournisseur assujetti a indiqué la TVA de CHF 16.20 sur la facture. Normalement, une telle montre serait proposée à la vente par la boutique pour CHF 350.00.

La raison individuelle Müller est-elle redevable d'un impôt sur le chiffre d'affaires (TVA) ?



Oui



Non

Si **oui**, à quel montant ?

CHF

Peut-elle exercer un droit à la déduction de l'impôt préalable ?



Oui



Non

Si **oui**, à quel montant ?

CHF 16.20

- 4.3 La société **Müller Constructions Mécaniques SA** met à la disposition du fils de l'actionnaire unique un véhicule de fonction à usage exclusif privé. Ni l'actionnaire unique ni son fils ne travaillent pour la société Müller Constructions Mécaniques SA. Les informations suivantes sur le véhicule sont connues :

	CHF
Prix d'achat du véhicule, TVA 8,1% incl.	54'050.00 (achat en 2024)
Coûts d'exploitation annuels, TVA 8,1% incl.	5'405.00
Assurance et taxes annuelles	2'000.00

La société Müller Constructions Mécaniques SA est-elle redevable d'un impôt sur le chiffre d'affaires (TVA) ?

☒ Oui ☐ Non

Si **oui**, quel en est le montant ? **CHF 1'069.20**

	CHF
Coûts d'exploitation comptabilisés (hors TVA)	5'000.00
Assurance et taxes annuelles	2'000.00
Amortissement (10% de CHF 50'000.00)	5'000.00
Coûts totaux	12'000.00
Supplément de 10% pour frais généraux et bénéfice	1'200.00
Base de calcul pour l'impôt dû (100%)	13'200.00
Dont 8,1% de TVA = TVA due	1'069.20

Un droit à la déduction de l'impôt préalable peut-il être exercé **en 2024** ? ☒ Oui ☐ Non

Si **oui**, quel en est le montant ? **CHF 4'455.00** **(CHF 4'050.00 + 405.00)**

- 4.4 La propriétaire de **la raison individuelle Boulangerie Müller** retire du présentoir, peu après la fermeture du magasin, des produits de boulangerie pour sa consommation privée. Le prix de vente des produits consommés à titre privé au mois de mars s'élève à CHF 500.00. Le montant forfaitaire selon la notice relative sur la manière d'estimer les prélèvements en nature et les parts privées aux frais généraux des propriétaires d'entreprises (Notice N1/2007) est fixé à CHF 250.00 par mois.

La raison individuelle Müller est-elle redevable d'un impôt sur le chiffre d'affaires (TVA) ?

☐ Oui ☒ Non

Si **oui**, quel en est le montant ? CHF

Peut-elle exercer un droit à la déduction de l'impôt préalable ?

☐ Oui ☒ Non

Si **oui**, quel en est le montant ? CHF

- 4.5 La société **Müller Gestions SA** fournit des prestations de services administratives à des clients tiers ainsi qu'à toutes les sociétés du groupe. Cela inclut également la Holding SA du même nom, qui détient 100 % des actions de toutes les sociétés du groupe. En raison de ce lien étroit, la société Müller Gestions SA ne facture pas la Holding SA. Cependant, les registres internes permettent de déterminer les coûts engagés et le prix qui serait facturé pour une prestation équivalente à un tiers :

	<u>CHF</u>
Frais de personnel	16'000.00
Coûts d'exploitation, TVA 8,1% incl.	3'243.00
Autres coûts d'exploitation sans TVA (assurance, etc.)	1'000.00
Prix comme entre tiers indépendants (TVA 8,1% incl.)	23'000.00

La société Müller Gestions SA est-elle redevable d'un impôt sur le chiffre d'affaires (TVA) ?



Oui



Non

Si **oui**, quel en est le montant ? **CHF 1'723.40**

Peut-elle exercer un droit à la déduction de l'impôt préalable ?



Oui



Non

Si **oui**, quel en est le montant ? **CHF 243.00**

- 4.6 Si un collaborateur vient au travail avec son véhicule privé il peut le stationner sur le site de l'entreprise. Pour cela, la société **Müller Turbines SA** déduit chaque mois CHF 100.00 du salaire. La comptabilité des salaires a enregistré, pour l'année 2024, un montant de CHF 36'000.00 sous le poste correspondant. La même année, les emplacements de stationnement ont été nouvellement marqués. L'entreprise mandatée pour ce marquage a facturé à la société Müller Turbines SA un montant de CHF 9'000.00, plus CHF 729.00 de TVA.

La société Müller Turbines SA est-elle redevable d'un impôt sur le chiffre d'affaires (TVA) ?



Oui



Non

Si **oui**, à quel montant ? **CHF 2'697.50**

Peut-elle exercer un droit à la déduction de l'impôt préalable ?



Oui



Non

Si **oui**, quel en est le montant ? **CHF 729.00**

Problème 5 (8.0 points)

Partie 1

La Confédération perçoit, en tant que taxe sur la valeur ajoutée (TVA), l'impôt grevant les opérations réalisées sur le territoire suisse, l'impôt sur les acquisitions et l'impôt sur les importations (art. 1, al. 2, LTVA). Répondez aux questions posées dans les cas a à c. Si la base légale est demandée, indiquez la disposition complète (article, alinéa, lettre, chiffre, le cas échéant).

- a) Le **bureau de conseil fiscal Gerber**, situé à Uznach (CH), a facturé un revenu issu de prestations de services de CHF 90'000.00 au cours de sa première année d'activité, du 1er avril au 31 décembre 2024. La propriétaire, Madame Gerber, se dit agréablement surprise par le succès de cette première année. Dès les trois premiers mois d'activité, CHF 20'000.00 avaient déjà été facturés.

Le bureau de conseil fiscal Gerber devient-il assujetti à la TVA ? ☒ Oui ☐ Non

Si **oui**, à partir de quelle date le bureau de conseil fiscal Gerber est-il obligatoirement assujetti à la TVA ?

Date : **01.01.2025**

- b) Monsieur **Bruno Meisser** (particulier, domicilié à Lucerne [CH]) fait rénover en 2024 toutes les salles de bain de sa maison située à Lucerne. À cet effet, il a acheté dans une grande surface de bricolage située à Sursee (CH) plusieurs lavabos, des carreaux et du ciment. Pour l'installation, il a engagé un artisan non inscrit au registre de la TVA, domicilié à l'étranger. Celui-ci a réalisé les travaux à Lucerne et a facturé ses prestations pour un montant équivalent à CHF 15'000.00.

M. Bruno Meisser devient-il assujetti à la TVA ? ☒ Oui ☐ Non

Si **oui**, indiquez la base légale : **Art. 45, al. 1, let. c, LTVA, en lien avec l'art. 45, al. 2, let. b, LTVA**

- c) La **snowboardeuse Ulrike Enke**, domiciliée en Autriche, fait partie des noms prometteurs lorsqu'il s'agit de performances exceptionnelles en « Big Air » (saut sur un tremplin élevé, avec des figures réalisées en l'air). En 2024, Ulrike Enke a perçu l'équivalent d'environ CHF 120'000.00 de revenus provenant de prix et de publicités. Elle a également participé à un événement de Big Air en Suisse, où elle a reçu une prime de prestation de CHF 5'000.00.

La snowboardeuse Ulrike Enke devient-elle assujettie à la TVA ? ☒ Oui ☐ Non

Si oui, quel sera le montant de l'impôt en 2024 ? **CHF 374.65**

Partie 2

Rolf Huber, installateur sanitaire (raison individuelle), est inscrit depuis de nombreuses années au registre des assujettis à la TVA. En raison de son âge avancé, M. Huber a commencé ces dernières années à se limiter à de petites interventions d'entretien.

M. Huber tient sa comptabilité avec retard, ce qui entraîne également une remise tardive des décomptes TVA. Au moment des faits, Monsieur Huber a remis tous ses décomptes jusqu'au 1er trimestre 2024 inclus. Les chiffres d'affaires des prestations non exclues du champ de l'impôt ont évolué comme suit :

	Prestation facturée CHF hors TVA (net)	Prestation facturée CHF TVA incluse (brut)
Chiffre d'affaires annuel 2022	111'421	120'000
Chiffre d'affaires annuel 2023	97'493	105'000
Chiffre d'affaires du 1er trimestre 2024	18'501	20'000

En **août 2024**, M. Huber prend contact avec vous et vous pose les questions suivantes.

- a) J'ai entendu dire que, pour être assujetti obligatoirement à la TVA, un chiffre d'affaires minimum de CHF 100'000.00 est déterminant. Parmi les chiffres mentionnés ci-dessus, lequel serait déterminant pour moi ?

☒ CHF hors TVA (net) ☐ CHF TVA incluse (brut)

Sur quelle base légale (article, alinéa, lettre, chiffre, le cas échéant) basez-vous cette réponse ?

Art. 10 al. 2^{bis} LTVA ou art. 24 al. 6 let. a LTVA

- b) Je suppose que mon chiffre d'affaires pour l'année 2024 et les années suivantes se situera autour de CHF 80'000.00. Est-ce que je remplis encore les conditions pour une assujettissement obligatoire à la TVA ? Si non, depuis quand ne serais-je plus obligatoirement assujetti à la TVA ?

Obligatoirement assujetti à l'impôt ? ☐ Oui ☒ Non

Depuis la date : **31.12.2023 ou 01.01.2024**

Problème 6 (8.0 points)

La société **BESSER WIRTSCHAFTEN Sàrl**, située à Baden (CH), fournit des prestations de conseil et propose des séminaires de formation continue pour le secteur financier. Tous les collaborateurs sont actifs à la fois dans les activités de conseil et dans celles liées aux séminaires.

Les chiffres d'affaires des dernières années peuvent être répartis comme suit :

- Prestation de conseil : 70%
- Séminaires de formation continue : 30%

Il n'y a pas eu d'option volontaire pour le chiffre d'affaires des prestations de formation.

En 2022, l'entreprise a décidé d'acquérir un bien immobilier dans la vieille ville de Baden. Ce bien, après des travaux de rénovation, servira de nouveau siège à BESSER WIRTSCHAFTEN Sàrl et comprendra à la fois des bureaux modernes et des salles de formation. En raison des réglementations communales, les biens immobiliers situés dans cette zone ne peuvent pas être utilisés exclusivement à des fins commerciales. Ainsi, les deux étages supérieurs abriteront 3 appartements.

Les bureaux seront utilisés pour les activités de conseil ainsi que pour la préparation des séminaires. La répartition d'utilisation (conseil / séminaires) peut être calculée sur la base de la répartition du chiffre d'affaires. Les salles de formation seront exclusivement utilisées pour la tenue des séminaires.

L'acquisition de l'immeuble a eu lieu en 2022. Le vendeur de la propriété était une personne privée non inscrite au registre de la TVA. Outre le prix d'achat, divers frais liés au transfert de propriété ont été engagés.

En 2023, les travaux de rénovation ont été réalisés et l'immeuble a été entièrement mis en service. Les coûts liés à la construction et ceux liés à la propriété sont à peu près équivalents pour tous les étages. Ainsi, une répartition des coûts basée sur la surface utilisée peut être considérée comme un critère approprié.

La surface utilisée, selon le plan, est répartie comme suit :

Bureaux :	200m ²
Salles de formation :	300m ²
Appartements :	300m ²

Les coûts suivants ont été engagés :

Prix d'achat du bien immobilier. (y compris la valeur du terrain) :	CHF	10'000'000.00
Frais liés au transfert de propriété 2022 (TVA 7,7% incluse) :	CHF	64'620.00
Coût des travaux de rénovation 2023 (TVA 7,7% incluse) :	CHF	2'154'000.00

Pour les bureaux, du mobilier et une infrastructure informatique ont été également achetés en 2023.

Prix d'achat du mobilier et de l'infrastructure informatique (TVA 7,7% incluse) :	CHF	1'077'000.00
---	-----	--------------

Partie 1

a) Calculez l'impôt préalable total sur les coûts d'investissement pour l'année **2022**.

$$\text{CHF } 64'620.00 / 107.7\% * 7.7\% = \underline{\text{CHF } 4'620.00}$$

b) Calculez l'impôt préalable total sur les coûts d'investissement pour l'année **2023**.

$$\text{CHF } 2'154'000.00 + \text{CHF } 1'077'000.00 = \text{CHF } 3'231'000.00 / 107.7\% * 7.7\% = \underline{\text{CHF } 231'000.00}$$

c) Calculez la **correction de l'impôt préalable** en raison de l'utilisation mixte de l'impôt préalable sur les investissements effectués en **2022**.

$$\text{CHF } 4'620.00 / 800\text{m}^2 * 600\text{m}^2 = \text{CHF } 3'465.00$$

$$\text{CHF } 4'620.00 / 800\text{m}^2 * 200\text{m}^2 = \text{CHF } 1'155.00$$

$$\text{Dont } 30\% = \text{CHF } 346.50$$

$$\text{Correction de l'impôt préalable 2022} = \underline{\text{CHF } 3'811.50}$$

d) Calculez l'**impôt préalable déductible** sur les investissements effectués en **2023**.

$$\text{CHF } 2'154'000.00 / 107.7\% * 7.7\% = \text{CHF } 154'000.00$$

$$\text{CHF } 154'000.00 / 800\text{m}^2 * 200\text{m}^2 = \text{CHF } 38'500.00$$

$$\text{Dont } 70\% = \text{CHF } 26'950.00$$

$$\text{CHF } 1'077'000.00 / 107.7\% * 7.7\% = \text{CHF } 77'000.00$$

$$\text{Dont } 70\% = \text{CHF } 53'900.00$$

$$\text{Impôt préalable déductible 2023} = \underline{\text{CHF } 80'850.00}$$

Partie 2

En raison de la très bonne marche des affaires dans le domaine du conseil et de la faible demande pour les séminaires de formation, il a été décidé de mettre fin aux séminaires de formation continue en février 2025. A partir de cette date, les locaux ne seront plus utilisés que pour les prestations de conseil. Calculez le dégrèvement ultérieur de l'impôt préalable **sur les coûts immobiliers** en raison du changement d'affectation.

Investissements "secteur formation" en 2022

$$\text{CHF } 4'620.00 / 800\text{m}^2 * 300\text{m}^2 = \text{CHF } 1'732.50$$

$$\text{CHF } 4'620.00 / 800\text{m}^2 * 200\text{m}^2 = \text{CHF } 1'155.00$$

$$\text{Dont } 30\% = \text{CHF } 346.50$$

Investissements "secteur formation" en 2023

$$\text{CHF } 154'000.00 / 800\text{m}^2 * 300\text{m}^2 = \text{CHF } 57'750.00$$

$$\text{CHF } 154'000.00 / 800\text{m}^2 * 200\text{m}^2 = \text{CHF } 38'500.00$$

$$\text{Dont } 30\% = \text{CHF } 11'550.00$$

$$\text{Total} = \text{CHF } 71'379.00$$

$$\text{./. amortissement } 10\% (2 \times 5\% \text{ pour } 2023 \text{ et } 2024) = \text{CHF } 7'137.90$$

$$\text{Dégrèvement ultérieur de l'impôt préalable sur les coûts immobiliers} = \underline{\text{CHF } 64'241.10}$$

Annexe 1 à l'exercice 4 :

Chiffre marginal 72 du guide d'établissement du certificat de salaire et de l'attestation de rentes.

II Prestations à ne pas déclarer

En principe, toutes les prestations que l'employeur fournit à l'employé sont imposables et doivent être déclarées sur le certificat de salaire. Pour des raisons pratiques toutefois, il est inutile de déclarer les prestations suivantes:

72

- la remise, à titre gratuit, d'un abonnement demi-tarif pour les transports publics (pour l'abonnement général, cf. [Cm 9](#));
- les réductions en chèques REKA d'une valeur inférieure ou égale à 600 francs par an (ne déclarez les réductions que si elles excèdent 600 francs par an);
- les cadeaux de Noël, d'anniversaire ou autres cadeaux usuels d'une valeur inférieure ou égale à 500 francs par occasion. Si la valeur du cadeau est supérieure à ce montant, déclarez sa valeur totale (ch. 2.3 du certificat de salaire). Les cadeaux en espèces doivent systématiquement être déclarés sur le certificat de salaire en tant que composant du salaire;
- l'utilisation privée d'outils de travail (téléphone portable, ordinateur, etc.) dans le cadre usuel;
- la participation aux cotisations d'adhésion à des clubs ou associations (hors abonnements à des clubs de fitness) si elle ne dépasse pas 1000 francs par adhésion. Si le montant de la participation dépasse ce plafond, déclarez le montant total (ch. 15 du certificat de salaire);
- la participation aux cotisations d'adhésion à des associations professionnelles, sans plafonnement;
- l'octroi des rabais habituels dans la branche concernée sur des marchandises destinées à la consommation et à l'usage personnels (cf. [Cm 62](#));
- les billets d'entrée à des événements culturels, sportifs ou sociaux d'une valeur inférieure ou égale à 500 francs par événement (les contributions qui dépassent 500 francs par événement doivent être déclarées);
- le paiement des frais de voyage du conjoint ou du partenaire qui accompagne, pour des raisons professionnelles, l'employé en voyage d'affaires;
- les subventions aux crèches offrant une réduction pour la garde des enfants des collaborateurs. Les contributions que l'employeur verse seulement à certains collaborateurs, soit directement à eux, soit à la crèche, doivent être ajoutées au salaire brut sous ch. 1 du certificat de salaire ou déclarées séparément sous ch. 7;
- la mise à disposition gratuite d'une place de stationnement sur le lieu de travail;
- la participation aux frais d'examens médicaux de dépistage entrepris à la demande de la caisse de pensions ou de l'employeur;
- l'octroi de miles aériens, pour autant qu'ils soient utilisés à titre professionnel.



Examen professionnel de Spécialiste en finance et comptabilité 2025

Fiscalité

Problème 2 Impôts directs et impôt anticipé

Durée d'examen 1h 30min

Points 50 sur 100 (dont 38 pour les impôts directs et 12 pour l'impôt anticipé)

Partie A
Impôts directs

Dans la mesure où rien d'autre n'est formellement précisé, les problèmes de cette partie doivent être résolus selon les dispositions de la loi sur l'impôt fédéral direct (LIFD). Toutes les questions se réfèrent aux personnes physiques et morales résidentes en Suisse (assujettissement illimité en Suisse), pour autant que rien d'autre ne soit formellement précisé.

Les problèmes sont à résoudre selon le droit applicable au moment de l'examen (2025), si rien d'autre n'est indiqué.

Problème 1 (2.0 points)

Par mégarde, Gloria Dort n'a pas déduit dans sa déclaration fiscale son versement fiscalement déductible en faveur de son 3e pilier a. Elle n'a pas non plus joint un justificatif.

Elle remarque seulement aujourd'hui son erreur. Elle envisage de faire valoir la déduction après coup. Décrivez comment elle doit formellement procéder, si « aujourd'hui » :

- On se trouve 14 jours après le dépôt de la déclaration fiscale et que cette dernière n'a pas encore été traitée par l'administration fiscale.

Demande de rectification avec justificatif ou

Remise d'une déclaration fiscale corrigée avec justificatif de paiement. (0.5 pt)

(indications pour la correction: un courrier explicatif avec pièce justificative convient également. Si le mot « réclamation » est mentionné par méconnaissance, l'autorité fiscale prend tout de même en considération le complément de déclaration. Justificatif (ou document probant) doit être mentionné en sus pour recevoir la totalité des points, si cet élément manque : 0.25 point).

- On se trouve 14 jours après l'envoi de la décision de taxation.

Former réclamation ou renvoi à l'art. 132 LIFD (0.5 pt)

(indications pour la correction: dans la description faite dans la réponse, il doit ressortir qu'il est fait usage de la procédure de réclamation selon l'art. 132 LIFD.)

- On se trouve 140 jours après l'envoi de la décision de taxation. Analysez si l'article 147 LIFD serait une solution possible et motivez votre réponse.

Aucune possibilité. (0.5 pt)

Motivation: elle aurait pu faire valoir la déduction au cours de la procédure ordinaire si elle avait fait preuve de toute la diligence nécessaire ou renvoi à l'art. 147 al. 2 LIFD. (0.5 pt)

Problème 2 (3.0 points)

Ci-après, vous avez la tâche de compléter un texte. Ce texte comporte des lacunes. Un terme de la liste ci-dessous convient par lacune. Les réponses à choix sont numérotées. Pour chaque lacune dans le texte utilisez le chiffre de la liste correspondant au terme approprié. Chaque chiffre, resp. terme de la liste ci-dessous peut convenir une fois ou plusieurs fois, voire jamais. Dans chaque espace libre n'indiquez qu'un seul chiffre. Aucun point n'est attribué si aucun chiffre, resp. si plusieurs chiffres sont indiqués.

Liste	
1. 12	2. 14
3. déductibles	4. limité
5. valeur locative	6. annuel
7. non déductibles	8. personnel
9. périodique	10. taux
11. partiellement	12. illimité
13. non périodique	14. inférieur à l'année
15. rendement	16. entièrement
17. économique	18. valant plus-value

Texte à trous. Complétez chaque espace avec le chiffre que vous estimez correct. 0.25 pt la lacune

Céline Müller arrive de l'étranger en Suisse et s'y constitue donc un assujettissement **(12) illimité** en raison d'un rattachement **(8) personnel**. Comme elle n'arrive qu'au 1er mai, un assujettissement **(14) inférieur à l'année** va se produire pour l'année de son arrivée. Par conséquent, les revenus et déductions à caractère **(9) périodique** sont convertis sur 12 mois pour fixer le **(10) taux** applicable. Céline Müller habite dans son propre immeuble, dès lors, la **(5) valeur locative** constitue pour elle un revenu imposable. Les frais d'usage du logement, comme p. ex. les coûts d'électricité, représentent des frais **(7) non déductibles** en cas d'immeuble occupé par le propriétaire. Les investissements dans les énergies renouvelables constituent des frais **(3) déductibles**. Dans la fortune privé, les intérêts passifs peuvent être portés en déduction à concurrence du **(15) rendement** imposable de la fortune augmenté de CHF 50'000.

Comme Céline Müller ne travaille pas actuellement, elle verse des cotisations AVS pour personnes sans activité qui peuvent être portées **(16) entièrement** en déduction de son revenu.

Céline Müller peut déduire **(16) entièrement** de son revenu les frais liés à son handicap.

Quant aux frais de garde de ses enfants par des tiers, ils ne peuvent être revendiqués en déduction que si l'enfant a moins de **(2) 14** ans.

Problème 3 (3.0 points)

Etat de fait de base

Peter Müller était propriétaire d'une maison familiale (No 1) en ville de Lucerne (CH). Uniquement lui et sa famille y ont vécu durant plusieurs années. En 2012, il a aliéné cette maison familiale dont le produit de la vente a servi à l'acquisition d'une autre maison familiale (No 2) plus spacieuse à Lucerne aussi, ceci dans la même année. Il a vécu avec sa famille dans cette maison familiale (No 2) durant les 13 dernières années. En 2025, après le départ de ses enfants de la maison, il vend également la maison familiale (No 2). A l'avenir, il logera avec son épouse dans un logement en location.

Les données suivantes sont connues au sujet des deux maisons familiales concernées (d'autres calculations et/ou décomptes peuvent être ignorés) :

Maison familiale No 1	Montant en CHF
Prix d'acquisition	1'000'000
Investissements valant plus-values	200'000
Prix d'aliénation en 2012	1'500'000

Maison familiale No 2	Montant en CHF
Prix d'acquisition en 2012	1'900'000
Investissements valant plus-values	100'000
Prix d'aliénation en 2025	2'400'000

Questions :

- a) Quel impôt cantonal va en principe être dû sur les gains provoqués par l'aliénation d'immeubles de la fortune privée ? De plus, indiquez la base légale déterminante dans la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (article et alinéa).

Impôt sur les gains immobiliers

(0.25 pt)

Art. 12 al. 1 LHID

(0.25 pt)

- b) Quel différé d'imposition peut faire valoir Peter Müller lors de l'aliénation de la maison familiale No 1 en 2012 ? Indiquez le terme technique de droit fiscal, de même que la base légale déterminante dans la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (article, alinéa et lettre).

Remploi

(0.25 pt)

Art. 12 al. 3 let. e LHID

(0.25 pt)

- c) Partez du principe qu'un différé d'imposition a eu lieu lors de la vente de 2012. Calculez la plus-value imposable réalisée sur ces deux ventes et indiquez l'année fiscale ou les années fiscales déterminante (s) dans le cas où une répartition de la plus-value devrait être opérée dans le temps.

**Plus-value imposable globalement sur maison 1 (CHF 300'000) et sur maison 2 (CHF 400'000)
= CHF 700'000 au total**

(0.5 pt)

(Indications pour la correction : pour les 2 montants partiels corrects ou la somme correcte = 0.5 pt; si uniquement 1 montant partiel correctement calculé, alors 0.25 pt attribué)

Année fiscale déterminante 2025

(0.5 pt)

(indications pour la correction: si les 2 plus-values correctes ont été ventilées sur les années 2012 et 2015, alors pas de point pour la/les années fiscales)

Modification de l'état de fait de base

La maison familiale No 2 n'a pas été acquise dans la ville de Lucerne (canton de Lucerne), mais dans la ville de Zurich (canton de Zurich). Répondez à la question suivante :

L'autorité fiscale de Lucerne admet-elle un différé d'imposition lors de la vente de la maison familiale No 1 en ville de Lucerne ? Répondez par OUI ou NON et justifiez votre réponse.

☒ OUI

☐ NON

(0.25 pt)

Justification : la condition d'un immeuble de remplacement en Suisse continue en l'espèce d'être remplie.

(0.75 pt)

(indications pour la correction:

Si répondu OUI et uniquement renvoi à l'art. 12 al. 3 let. e LHID, sans autres explications → 0.25 point (concernant l'article en tant que justification; ce dernier a déjà été demandé dans l'état de fait de base ; ici il s'agit de la compréhension)

Si répondu NON, mais avec une (fausse) justification (p. ex. emploi dans un autre canton), 0.25 point peut être accordé au total (car une justification a au moins été formulée pour le non).

Problème 4 (3.0 points)

Répondez aux questions concernant les situations qui suivent. Si le montant en question devait être « 0 » (zéro), inscrivez alors obligatoirement un « 0 » (zéro). Les champs laissés vides ne sont pas évalués.

Situation	Question/appréciation/réponse
Au fil des années, Thomas âgé de 50 ans a épargné CHF 60'000 sur son compte du 3 ^e pilier a.	Combien faut-il mentionner en tant que fortune imposable ? CHF 0 (0.5 pt)
Heidi, célibataire et sans enfant, travaille comme salariée avec un petit pourcentage d'activité dans un restaurant. Elle obtient un salaire annuel net de CHF 25'000. Elle verse une prime annuelle de CHF 10'000 pour son assurance-vie, non liée, susceptible de rachat. Heidi n'a effectué aucun versement pour le pilier 3a.	Quel montant de la prime payée peut-elle porter en déduction dans sa déclaration fiscale pour le pilier 3a ? CHF 0 (0.5 pt) (aussi correct si mention du forfait selon art. 33 al. 1 let. g LIFD)
Pierre a pris sa retraite le 31 mars 2020. Depuis, il touche une rente vieillesse annuelle de CHF 60'000. Avant la retraite, Pierre travaillait à un taux d'activité de 80%.	Quel montant faut-il mentionner en tant que revenu imposable ? CHF 60'000 (0.5 pt)

Situation	Question/appréciation/réponse
Pendant de nombreuses années, Mathilda a payé mensuellement les primes d'une assurance-vie susceptible de rachat (pilier 3b). Elle est maintenant âgée de 63 ans. La prestation de la police d'assurance-vie susceptible de rachat est arrivée à échéance et lui a été versée pour un montant global de CHF 63'000. Ses paiements cumulés au fil des ans se montent à CHF 50'000.	Quel montant faut-il mentionner en tant que revenu imposable ? CHF 0 (0.5 pt)
A l'âge de 59 ans, Jakob a conclu une assurance-vie susceptible de rachat, acquittée au moyen d'une prime unique de CHF 80'000. À 62 ans, il a reçu le montant payé en retour et, en plus, un rendement de CHF 5'000 lui a été versé.	Quel montant faut-il mentionner dans l'année du remboursement, en tant que revenu imposable ? CHF 5'000 (0.5 pt) (cf. art. 20 al. 1 let. a LIFD)
Frieda travaille comme salariée. Elle a reçu à ce titre un salaire net de CHF 80'000 pour la période fiscale concernée. Au total, ses revenus imposables déclarés se montent à CHF 150'000. La même année, elle a procédé à un rachat de cotisations dans son institution de prévoyance pour un montant de CHF 120'000. Selon l'institution de prévoyance, le rachat est conforme au règlement de prévoyance.	Quel montant du rachat dans l'institution de prévoyance donne droit à une déduction sur le revenu imposable ? CHF 120'000 (0.5 pt)

Problème 5 (5.0 points)

Les opérations énumérées dans le tableau ci-après ont été effectuées dans la société Novac SA (N SA) à Fribourg (CH). L'actionnaire unique de N SA est M. Roger (RO), domicilié en Suisse.

Analysez chaque situation et inscrivez une croix dans la colonne qui est concernée, resp. les colonnes qui sont concernées par d'éventuelles conséquences fiscales pour :

- a) l'impôt sur le bénéfice de N SA
- b) l'impôt sur le capital de N SA
- c) l'impôt sur le revenu de RO (actionnaire unique de N SA)

Si vous estimez qu'une situation ne provoque aucune conséquence fiscale particulière pour les impôts précités, cochez la colonne d).

No	Situation	Conséquences fiscales pour			
		a)	b)	c)	d)
1	Prêt de N SA à RO au taux de 0% (2% selon circulaire AFC)	X		X	
2	Augmentation gratuite du capital-actions par prélèvement sur les réserves issues d'apport de capital (RAC) au bilan de N SA.				X
3	N SA a comptabilisé comme charges des commissions occultes (au sens du droit pénal suisse) à des clients à l'étranger.	X			
4	Part privée comptabilisée en tant que salaire en nature par N SA pour le véhicule d'entreprise à disposition de RO : 10.8% de son prix d'achat (TVA non comprise) ; écriture comptable : charges salariales à produit			X	

	part privée véhicules. La part privée aux frais de véhicules n'est pas comprise dans le certificat de salaire de RO.				
No	Situation	Conséquences fiscales pour			
		a)	b)	c)	d)
5	Réserve sur stock comptabilisée : forfait de 1/3 sur la valeur d'inventaire				X
6	N SA a comptabilisé comme frais de formation, le stage de plongée du fils de RO qui ne travaille pas dans l'entreprise.	X		X	
7	RO a vendu à N SA un véhicule privé pour la moitié de sa valeur selon Eurotax.				X
8	N SA a dû payer une amende pour soustraction d'impôt sur le bénéfice qu'elle a comptabilisée sous le poste « frais divers ».	X			

(indications pour la correction: pour chaque ligne du tableau: 0.5 point par croix correcte, moins 0.5 point par croix incorrecte ; si la somme par ligne est négative : 0 point (≠ points négatifs)).

Problème 6 (5.0 points)

La société commerciale Moulinex SA, active dans le domaine de la mécanique industrielle pour l'aéronautique, boucle ses comptes au 31 décembre de chaque année. Au 31 décembre 2023 (date valeur), elle a cédé pour un bon prix à une société concurrente trois machines de production démodées, mais nécessaires à l'exploitation. Moulinex SA a ensuite loué des machines de production jusqu'au 30 juin 2024. Au 1^{er} juillet 2024, Moulinex SA a acquis une nouvelle installation plus sophistiquée qui remplace toutes les machines vendues et louées.

- Vente de la machine de fraisage (machine 1) pour le prix de CHF 180'000.00. La valeur comptable de cette immobilisation était de CHF 10'000.00 au moment de la vente ;
- Vente de la machine de décolletage (machine 2) pour le prix de CHF 50'000.00. La valeur comptable de cette immobilisation était de CHF 50'000.00 au moment de la vente ;
- Vente de la machine d'électro-érosion (machine 3) pour le prix de CHF 250'000.00. La valeur comptable de cette immobilisation était de CHF 170'000.00 au moment de la vente ;
- Acquisition d'une nouvelle machine de mécanique de précision comprenant les fonctions des machines vendues (1-3) pour le prix de CHF 400'000.00.

La société Moulinex SA pratique le taux d'amortissement usuel de 40% pour les machines industrielles. L'entreprise revendique le emploi en neutralité fiscale pour cet investissement dans la nouvelle machine.

Questions

- a) Calculez le bénéfice sur la vente des trois machines (1-3) pour la période fiscale 2023.
Hypothèse : valeurs comptables = valeurs fiscalement déterminantes (pas de réserves latentes imposées)

Machine	Prix de vente	Valeur comptable	Bénéfice
Machine de fraisage (machine 1)	180'000.00	10'000.00	170'000.00
Machine de décolletage (machine 2)	50'000.00	50'000.00	-
Machine d'électro-érosion (machine 3)	250'000.00	170'000.00	80'000.00

Bénéfice			250'000.00
----------	--	--	-------------------

(0.5 pt)

- b) En 2023, à hauteur de quel montant maximum le remploi fiscalement neutre peut-il être accordé ? Partez du principe qu'au moment du bouclage, les comptes 2023 présentent un bénéfice de CHF 500'000.00 et que le prix d'acquisition de la nouvelle machine n'est pas encore connu.

De plus, décrivez comment le remploi doit-il être enregistré comptablement.

Le montant du remploi, resp. la provision pour remploi se monte à CHF 250'000.00, ce qui correspond au bénéfice sur la vente des trois machines. (0.5 pt)

Le bénéfice peut être ramené à zéro au moyen de la constitution d'une provision pour remploi. (0.5 pt)

- c) Indiquez la base légale pour le remploi dans la LIFD (article).

Art. 64 LIFD (0.5 pt)

(indications pour la correction: aucun point attribué pour l'art. 30 LIFD)

- d) Est-ce que la provision peut être entièrement utilisée en 2024 pour un bien de remplacement ? Répondez par OUI ou NON. Si la réponse est NON, donnez la part de provision qui n'a pas été utilisée pour une acquisition de remplacement et qui doit être dissoute avec effet fiscal en 2024.

☐ OUI ☒ NON (0.5 pt)

Prix de vente total des trois machines	CHF	480'000.00
Prix d'achat de la nouvelle machine (bien de rempl.)	CHF	400'000.00
Montant non réinvesti par remploi	CHF	80'000.00

Conséquence :

La part de la provision de CHF 80'000 qui n'a pas été réinvestie pour un bien de remplacement doit être dissoute par le compte de résultat au 30 juin 2024. (1 pt)

- e) Calculez la valeur comptable, après amortissement, de la nouvelle machine au 31 décembre 2024. Partez du principe que l'amortissement maximal autorisé est effectué.

Prix d'achat de la nouvelle machine (réinvestissement)	CHF	400'000.00	
- amortissement unique jusqu'à hauteur de l'ancienne valeur comptable de CHF 230'000	CHF	- 170'000.00	(1 pt)
Valeur comptable au 30 juin 2024 (= ancienne val. comptable)	CHF	230'000.00	
- amortissement de 40% (pour 6 mois $230'000 \cdot 40\% / 12 \cdot 6$)	CHF	- 46'000.00	(0.5 pt)
Valeur comptable au 31 décembre 2024	CHF	184'000.00	

Problème 7 (5.0 points)

Lisa Porchet doit remplir sa déclaration fiscale. Elle vous demande de l'aide. Les situations décrites sont indépendantes les unes des autres. Il faut utiliser les valeurs actuelles applicables à la période fiscale 2025. Pour vous aider, utilisez le tableau « Déductions, taux et barèmes de l'impôt fédéral direct IFD 2025 » qui se trouve en annexe 1, page 16.

Dans la colonne de droite, inscrivez le montant correct ou cochez le montant correct dans les champs à choix. Si plusieurs champs sont cochés, aucun point n'est attribué. Si le montant concerné est « 0 » (zéro), inscrivez impérativement un « 0 » (zéro). Les champs laissés vides ne sont pas notés.

Situation	Appréciation / réponse
<p>Lisa est arrivée en Suisse le 1er avril, soit en cours de période fiscale. Elle a travaillé à partir du 1^{er} juillet (activité lucrative dépendante) : salaire brut CHF 80'000, cotisations AVS CHF 4'000, cotisations de prévoyance LPP CHF 8'000, remboursement de frais effectifs CHF 2'738.</p> <p>Quel montant doit être mentionné dans la déclaration fiscale ?</p> <p>Quel revenu déterminant pour le taux d'impôt va être appliqué par l'autorité fiscale ?</p>	<p>Revenu imposable : CHF 68'000 (0.5 pt)</p> <p>Revenu déterminant pour le taux : CHF 90'667 (68'000/9*12) (0.5 pt) Si le salaire net est incorrect, mais la conversion correcte, 0.5 point accordé.</p>
<p>Durant son assujettissement, Lisa a supporté personnellement les frais de maladie ci-après. Elle n'a reçu aucun remboursement de son assurance maladie.</p> <p>Primes d'assurance-maladie CHF 6'000, abonnement au Centre de Fitness CHF 1'200, factures du médecin CHF 2'000</p> <p>Quel montant doit être mentionné dans la déclaration fiscale, avant la prise en compte du pourcentage non déductible ?</p>	<p>Frais de maladie (avant le forfait de 5%) :</p> <p><input type="checkbox"/> CHF 9'200 <input type="checkbox"/> CHF 3'200 <input checked="" type="checkbox"/> CHF 2'000 (0.5 pt)</p>
<p>Lisa habite dans sa propre maison familiale. Durant son assujettissement, elle a supporté les frais d'entretien d'immeubles suivants :</p> <p>Primes de l'assurance du bâtiment CHF 600, frais de réparation du chauffage CHF 2'000, achat de meubles CHF 2'500, eau/eaux usées CHF 500, réparation du toit CHF 1'500.</p> <p>Quel montant doit être mentionné dans la déclaration fiscale au titre de frais d'entretien d'immeubles effectifs ?</p>	<p>Frais d'entretien d'immeubles effectifs :</p> <p><input type="checkbox"/> CHF 7'100 <input checked="" type="checkbox"/> CHF 4'100 (0.5 pt) <input type="checkbox"/> CHF 3'500</p>
<p>Lisa est assurée dans le 2ème pilier et durant sa période d'assujettissement, elle a versé CHF 20'000 pour son 3^{ème} pilier a.</p> <p>Quel montant doit être mentionné dans la déclaration fiscale ?</p>	<p>Déduction pilier 3a :</p> <p><input type="checkbox"/> CHF 20'000 <input type="checkbox"/> CHF 16'000 <input checked="" type="checkbox"/> CHF 7'258 (0.5 pt)</p>
<p>Lisa a payé les intérêts passifs suivants durant sa période d'assujettissement :</p> <p>Intérêts passifs carte de crédit CHF 500, intérêts hypothécaires CHF 6'000, intérêts passifs compte bancaire CHF 300, intérêts passifs pour le prêt privé d'une amie CHF 2'000.</p> <p>Quel montant doit être mentionné au titre des intérêts passifs déductibles dans la déclaration fiscale ?</p>	<p>Déduction des intérêts passifs :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> CHF 8'800 (0.5 pt) <input type="checkbox"/> CHF 6'800 <input type="checkbox"/> CHF 6'000</p>

Situation	Appréciation / réponse
<p>Lisa élève seule son fils de 15 ans et sa fille de 20 ans. Elle assume financièrement seule la charge de ses enfants, sans recevoir de contribution d'entretien. Son fils est à l'école obligatoire et sa fille suit des études de médecine à plein temps, sans obtenir de revenu.</p> <p>Quel montant doit être mentionné au titre de déduction pour enfants dans la déclaration fiscale 2025 ?</p>	<p>Déduction pour enfants :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> CHF 13'600 (art. 35/1/a LIFD) (0.5 pt)</p> <p><input type="checkbox"/> CHF 6'800</p> <p><input type="checkbox"/> CHF 6'000</p>
<p>Lisa est employée de banque. Durant son assujettissement, elle a supporté personnellement les frais de formation et de formation continue qui suivent (sans participation de son employeur) :</p> <p>Cours de danse avec son partenaire pour le prochain mariage de son amie CHF 800, cotisation de membre à la société de musique CHF 1'200, cours d'anglais CHF 2'500, frais de participation à la Conférence des cryptomonnaies CHF 3'000.</p> <p>Quel montant doit être mentionné au titre de frais de formation, formation continue dans la déclaration fiscale ?</p>	<p>Frais de formation, formation continue :</p> <p><input type="checkbox"/> CHF 7'000</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> CHF 5'500 (0.5 pt)</p> <p><input type="checkbox"/> CHF 3'000</p>
<p>Durant son assujettissement, Lisa a réalisé des rendements imposables de fortune pour CHF 15'000 avec une fortune de CHF 1'200'000 et des intérêts passifs pour un total de CHF 70'000.</p> <p>Quel montant doit être mentionné au titre de déduction pour intérêts passifs dans la déclaration fiscale ?</p>	<p>Intérêts passifs déductibles :</p> <p>CHF 65'000 (art. 33/a LIFD) (0.5 pt)</p>
<p>Lisa prépare sur plusieurs années un diplôme post-universitaire très complet. Durant son assujettissement, elle a eu des frais de CHF 26'900 ouvrant en principe droit à une déduction. L'employeur, qui soutient ce perfectionnement, a versé CHF 10'000 comme participation aux frais de Lisa.</p> <p>Quel montant doit être inscrit dans la déclaration fiscale 2025 ?</p>	<p>Frais de formation, formation continue :</p> <p><input type="checkbox"/> CHF 26'900</p> <p><input type="checkbox"/> CHF 16'900</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> CHF 13'000 (0.5 pt)</p>

Problème 8 (6.0 points)

Flavia Boss exploite, sous la forme d'une entreprise individuelle, une boutique de mode et un atelier de couture. Le bouclage de 2024 présente un bénéfice d'activité de CHF 20'000.

Le bilan de clôture au 31 décembre 2024 indique les montants suivants :

Actifs	CHF	Passifs	CHF
Liquidités	19'000	Dettes à court terme	44'000
Créances en Suisse	40'000	Dettes bancaires	36'000
Créances à l'étranger	25'000	Provision pour emploi	3'000
Ducre	- 5'000	Provision pour impôts directs	1'000
Stocks	30'000	Provision R + D *	3'500
Véhicule d'entreprise	6'000	Capital propre	42'500
Autres immob. corporelles meubles	15'000		
Total actifs	130'000	Total passifs	130'000

* R + D = recherche et développement

Le taux maximal d'amortissement annuel sur l'actif immobilisé se monte à 40% de la valeur fiscale déterminante pour le revenu. Ce taux est strictement appliqué par le canton concerné. En cas de durée de possession inférieure à une année, les amortissements sont réduits proportionnellement.

Pour chacune des positions numérotées ci-après, déterminez la correction fiscale à opérer du point de vue du revenu de l'activité lucrative indépendante. Indiquez dans la colonne « montant CHF » le montant qui doit être corrigé par rapport au solde du compte de résultat. S'il s'agit d'une diminution, mentionnez le signe moins (-) avant le montant correctif. La colonne des montants rectificatifs doit être entièrement complétée. Dans le cas où aucune correction n'est nécessaire, indiquez-le impérativement par un zéro (0). Les champs laissés vides ne sont pas évalués.

La restitution éventuelle de réserves latentes imposées (soit un montant qui réduit le revenu imposable en raison de reprises fiscales effectuées dans les années précédentes) est à prendre en considération dans la mesure où cela ressort de la donnée du cas.

No	Description	Montant CHF
1	Ducroire : 5% sont admis sur les créances en Suisse, resp. 10% sur les créances à l'étranger. Un besoin de provision supérieur n'est pas démontré. (5% x CHF 40'000) + (10% x CHF 25'000) = CHF 4'500 au lieu de CHF 5'000	500 (1.0 pt)
2	La provision R + D (recherche et développement) a été nouvellement constituée en 2024 en prévision du développement d'une nouvelle ligne de vêtements qui sera effectué à l'interne de l'entreprise.	3'500 (0.5 pt)
3	En 2024, le véhicule de l'entreprise a été amorti à hauteur de 40%. L'année précédente, l'administration fiscale n'a pas accepté pour CHF 20'000 d'amortissements sur ce véhicule. Valeur comptable au début de l'exercice CHF 10'000, amortissement comptabilisé CHF 4'000 Valeur fiscale au début de l'exercice CHF 30'000, amortissement admis du point de vue fiscal CHF 12'000 Restitution de réserves latentes imposées CHF 8'000	- 8'000 (1.0 pt)
4	Des « autres immobilisations corporelles meubles » ont été acquises au 1 ^{er} juillet 2024 pour CHF 25'000. Ces dernières ont été amorties au taux de 40%.	5'000 (1.0 pt)
5	La vente des précédentes immobilisations corporelles meubles au 30 juin 2024 a dégagé un bénéfice comptable de CHF 3'000. Ce bénéfice a été comptabilisé comme suit : « liquidités à provision pour emploi ». Il est prévu d'agrandir l'atelier de couture et d'acquérir les machines nécessaires dans le courant de l'année prochaine. Une procédure de emploi est par conséquent revendiquée.	0 (0.5 pt)
6	Le compte de résultat de l'entreprise a été débité d'un versement dûment prouvé de CHF 4'000 (20% von CHF 20'000) en faveur du 3e pilier a de Flavia Boss. Cette dernière n'est pas affiliée à une institution de prévoyance LPP.	4'000 (0.5 pt)
7	Les frais de la fête d'anniversaire de la fille de Flavia ont été payés au moyen du compte bancaire de l'entreprise et comptabilisés comme suit : « compte privé à liquidités CHF 4'200 ».	0 (0.5 pt)
8	Impôts directs : <ul style="list-style-type: none"> • Paiement de CHF 2'000 comptabilisés en charges • Provision pour impôts, nouvellement constituée CHF 1'000 (cf. bilan) La charge fiscale (simplifiée) se monte à 18%. Il ne faut pas s'attendre à des rappels d'impôts de précédentes périodes fiscales.	2'000 (0.5 pt) 1'000 (0.5 pt)

Problème 9 (6.0 points)

Lala SA est une société commerciale. Son siège et son administration effective se trouvent dans le canton de Glaris et elle exploite un établissement stable dans le canton de Saint-Gall. Les données chiffrées ressortent du bilan fiscalement déterminant, ci-après :

Actifs	MCHF	Passifs	MCHF
Comptes de trésorerie et créances	1'000	Dettes totales	1'500
Stocks canton de Glaris	700	Capital-actions	1'000
Stocks canton de Saint-Gall	600	Réserves issues du bénéfice	300
Immobilisations corporelles meubles canton de Glaris	800	Bénéfice reporté + bénéfice de l'exercice	700
Immobilisations corporelles meubles canton de Saint-Gall	400	Aucun report de pertes antérieures	
Total actifs	3'500	Total passifs	3'500

De plus, les montants suivants et fiscalement admis, sont connus :

	Total	Canton de Glaris	Canton de St-Gall
Quotes-parts du chiffre d'affaires	100%	70%	30%
Salaires (si besoin: capitaliser à 10%)	2'000	1'300	700
Loyers (si besoin: capitaliser à 6%)	900	750	150
Bénéfice annuel selon comptes de résultats des établissements stables	600	412	188

La répartition intercantonale est effectuée selon la méthode indirecte.

1. Dans la tablelle suivante, calculez la quote-part déterminante par rapport aux actifs (arrondir à 2 chiffres après la virgule), qui sera nécessaire pour procéder à la répartition du capital imposable.

	Total	Canton de Glaris	Canton de St-Gall
Actifs localisés	2'500	1'500 (0.5 pt)	1'000 (0.5 pt)
Comptes mobiles	1'000	1'000 (0.5 pt)	- (0.5 pt)
Somme du bilan	3'500	2'500	1'000
Quotes-parts selon actifs	100.00%	71.43% (0.5 pt)	28.57% (0.5 pt)

**(indications pour la correction: 0.5 point par canton et par ligne [«total» pas noté]
Les fautes consécutives ne sont à prendre en compte qu'au niveau des quotes-parts selon les actifs. Si la composition des actifs localisés est fautive à l'origine et, par conséquent, celle des comptes mobiles également, il n'y a pas de faute consécutive admise pour les comptes mobiles, mais une autre réponse erronée.)**

2. Dans la table suivante, calculez le bénéfice imposable total et par canton. Dans le cas où vous estimez que le bénéfice est à répartir sur la base des pourcentages de chiffres d'affaires, il faut accorder une part prioritaire au bénéfice (préciput) de 20% pour le canton de Glaris. Dans le cas où le bénéfice est à répartir sur la base des facteurs de production, il ne faut pas prendre en compte une part prioritaire au bénéfice.

	Total	Canton de Glaris	Canton de St-Gall
Bénéfice de l'exercice	600		
dont préciput 20%	120	120 (0.5 pt)	- (0.5 pt)
reste = par quotes-parts	480		
réparties en % du chiffre d'aff.		336 (0.5 pt)	144 (0.5 pt)
Bénéfice imposable	600	456 (0.5 pt)	144

(indications pour la correction: au niveau du bénéfice imposable, 0.5 point au canton de Glaris pour l'addition du préciput et de sa part au bénéfice résiduel. Canton de Saint-Gall pas noté.)

3. Indiquez le montant qui serait imposable dans le canton de Glaris, si la méthode directe de répartition était appliquée à la place de la méthode indirecte.

MCHF : **412**

(0.5 pt)

Partie B
Impôt anticipé

A l'exception de la question 11.2, les problèmes doivent être résolus exclusivement sous l'angle de la loi fédérale sur l'impôt anticipé et son ordonnance (LIA et OIA).

Problème 10 (4.0 points)

Domiciliés à Genève (CH) depuis plusieurs années, les époux Stevanovic déposent en février 2025 leur déclaration fiscale personnelle 2024 auprès de l'administration fiscale du canton de Genève.

Dans leur état des titres, ils ont déclaré les 6 rendements suivants dans la colonne « rendements soumis à l'impôt anticipé » :

1. Intérêts bruts 2024 du compte salaire auprès de la Banque Cantonale de Berne :	CHF	180.00
2. Gains de loterie 2024 Swisslos / Loterie Romande à l'Euro Millions :	CHF	250'000.00
3. Rendement d'obligation de caisse Raiffeisen, 25.10.24 - 25.10.30, intérêts courus :	CHF	361.65
4. Intérêts bruts 2024 du compte épargne auprès de la Banque Valiant :	CHF	410.00
5. Dividende 2024 des actions UBS (prélevé sur les réserves issues d'apport en capital) :	CHF	1'500.00
6. Dividende 2024 des actions Banque Paribas (Paris, France) :	EUR	2'000.00

Questions :

10.1 Quelle autorité est compétente pour se prononcer sur le droit au remboursement de l'impôt anticipé pour les époux Stevanovic ?

Réponse : **l'Administration fiscale cantonale genevoise**

Article de loi avec alinéa : **art. 30 al. 1 LIA**

10.2 Pour les 6 rendements déclarés par les époux Stevanovic dans leur déclaration fiscale personnelle 2024 dans la colonne « rendements soumis à l'impôt anticipé », est-ce que l'autorité compétente accordera le remboursement de l'impôt anticipé ? Veuillez cocher la bonne réponse (remboursement accordé ou refusé).

1. Intérêts bruts 2024 du compte d'épargne auprès de la Banque Cantonale de Berne de CHF 180.00

☐ Remboursement accordé ☒ Remboursement refusé

2. Gains de loterie 2024 Swisslos / Loterie Romande à l'Euro Millions de CHF 250'000.00

☐ Remboursement accordé ☒ Remboursement refusé

3. Rendement d'obligation de caisse Raiffeisen, 25.10.2024 - 25.10.2030 de CHF 361.65

☐ Remboursement accordé ☒ Remboursement refusé

4. Intérêts bruts 2024 du compte épargne auprès de la Banque Valiant à Genève de CHF 410.00

☒ Remboursement accordé ☐ Remboursement refusé

5. Dividende 2024 des actions UBS (prélevé sur les réserves issues d'apport en capital) de CHF 1'500.00

☐ Remboursement accordé ☒ Remboursement refusé

6. Dividende 2024 des actions Banque Paribas (Paris, France) de EUR 2'000.00

☐ Remboursement accordé ☒ Remboursement refusé

Problème 11 (5.0 points)

Au 1er janvier 2025, les actionnaires de Granit AG, Berne (CH), sont les suivants :

Alpha AG, Berne	30 %
Beta AG, Munich (D)	30 %
Manuel Sommer, Bâle	30 %
Gamma Ltd, Panama (PA)	10 %

Le 14 février 2025, l'Assemblée générale des actionnaires de Granit AG décide de verser immédiatement un dividende d'un montant total de CHF 1'000'000.00.

Questions :

11.1 Pour chacun des actionnaires, comment la société doit-elle remplir ses obligations fiscales en matière d'impôt anticipé ? La variante la plus favorable aux actionnaires doit être mentionnée.

Alpha AG, Berne : **Procédure de déclaration intragroupe suisse**

Beta AG, Munich (D) : **Procédure de déclaration intragroupe internationale**

Manuel Sommer, Bâle : **retenue et paiement de l'impôt anticipé**

Gamma Ltd, Panama (PA) : **retenue et paiement de l'impôt anticipé**

11.2 Comment doivent procéder les actionnaires à qui l'impôt anticipé a été retenu pour faire valoir leur droit au remboursement de l'impôt anticipé ? Veuillez justifier votre réponse ou mentionner les dispositions légales.

Manuel Sommer, Bâle :

Faire une demande de remboursement auprès de l'administration fiscale cantonale de son canton de domicile (art. 30 al. 1 LIA).

Gamma Ltd, Panama (PA) :

Pas de possibilité d'obtenir le remboursement de l'impôt anticipé en raison de l'absence de Convention de double imposition (CDI) conclue entre la Suisse et Panama.

Problème 12 (3.0 points)

Veuillez répondre brièvement aux 3 questions suivantes, en justifiant votre réponse (article de loi avec alinéa et lettre si disponible).

12.1 Le remboursement de réserves issues d'apports de capital effectués par les détenteurs des droits de participation après le 31 décembre 1996 est-il soumis à l'impôt anticipé ?

☐ Oui

☒ Non

Article de loi :

art. 5 al. 1^{bis} LIA

12.2 En matière d'impôt anticipé, l'obligation fiscale est exécutée soit par le paiement de l'impôt, soit d'une autre manière ; laquelle ?

Réponse :

la déclaration de la prestation imposable ou la procédure de déclaration

Article de loi avec alinéa :

art. 11 al. 1, let. b LIA

12.3 Une société anonyme Suisse acquiert 15 % de ses propres actions, ne respectant ainsi pas les conditions de l'article 659 alinéa 2 du code des obligations (CO). Quelles sont les conséquences fiscales en matière de perception de l'impôt anticipé ?

Réponse :

Imposition de la différence entre le prix d'acquisition et la valeur nominale pour la partie qui excède les 10 % autorisés, soit pour les 5 %.

Article de loi :

art. 4a al. 1 LIA

Annexe 1 au problème 7

Déductions, taux et barèmes de l'impôt fédéral direct IFD pour 2025

Base juridique : loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD; RS 642.11)

Déduction et base légale Revenus exonérés (art. 24 LIFD), déductions générales (art. 33 LIFD), déductions sociales (art. 35 LIFD)		Année fiscale 2025 (CHF)
Solde des sapeurs-pompiers (art. 24 let. f ^{bis} LIFD)		5'300
Jeux d'argent (art. 24 let. i ^{bis} LIFD)		1'070'400
Jeux d'argent (art. 24 let. j LIFD)		1'100
Déductions maximales pour primes d'assurances et intérêts de capitaux d'épargne		
Pour les personnes mariées (vivant en ménage commun)		
– avec cotisations aux piliers 2 et 3a (art. 33 al. 1 let. g ch. 1 LIFD)		3'700
– sans cotisations aux piliers 2 et 3a (art. 33 al. 1 ^{bis} let. a LIFD)		5'550
Pour les autres contribuables		
– avec cotisations aux piliers 2 et 3a (art. 33 al. 1 let. g ch. 2 LIFD)		1'800
– sans cotisations aux piliers 2 et 3a (art. 33 al. 1 ^{bis} let. a LIFD)		2'700
Pour chaque enfant (art. 33 al. 1 ^{bis} let. b LIFD)		700
Pour chaque personne nécessiteuse (art. 33 al. 1 ^{bis} let. b LIFD)		700
Cotisations et versements en faveur d'un parti politique (Art. 33 al. 1 let. i LIFD)		10'600
Frais de formation et de formation continue à des fins professionnelles (Art. 33 al. 1 let. j LIFD)		13'000
Déduction sur le produit du travail du conjoint (art. 33 al. 2 LIFD)	min. max.	8'600 14'100
Déduction pour la garde des enfants (art. 33 al. 3 LIFD) par enfant	max.	25'800
Mises des jeux d'argent (art. 33 al. 4 LIFD)	max.	5'400
Mises des jeux d'argent en ligne (art. 33 al. 4 LIFD)	max.	26'800
Déduction pour enfant (art. 35 al. 1 let. a LIFD)		6'800
Déduction pour personne à charge (art. 35 al. 1 let. b LIFD)		6'800
Déduction pour les couples mariés (art. 35 al. 1 let. c LIFD)		2'800
Réduction du montant de l'impôt par enfant (art. 36 al. 2 ^{bis} LIFD)		263



Examen professionnel de Spécialiste en finance et comptabilité 2025

Salaires et assurances

Problème 1 Salaires et assurances sociales

Durée d'examen 2 heures

Points 70

Annexe Situation initiale (3 pages)

Problème 1

6.0 points

- a) Évaluez, pour chacun des cas de figure suivants, les répercussions sur les prestations de vieillesse selon le principe des trois piliers.

Cas de figure :

M.R. (f, née le 10.04.1960), a travaillé pendant ses études à un petit taux d'occupation de 20 %. Son salaire annuel s'élevait alors à CHF 15'000.00. Après ses études, M.R est tombée enceinte et a cessé son activité lucrative pour se consacrer entièrement à l'éducation de son enfant. M.R s'est par ailleurs engagée à titre bénévole dans différentes associations, mais ne percevait pas de revenus. Elle vit en concubinage avec son mari depuis la naissance des enfants. Le revenu de son mari est tout juste suffisant pour nourrir la famille. M.R n'a pas de fortune.

Indiquez pour chaque pilier l'assurance sociale concernée ainsi que les répercussions de cette situation en termes de prestations de vieillesse.

1. Pilier :

Assurance sociale : **AVS**

Répercussion :

Petites cotisations en raison du faible revenu, puis du statut de personne inactive Il en résulte un faible revenu annuel moyen et, par conséquent, une rente de vieillesse également faible à l'âge de référence. Pas de splitting puisqu'elle n'est pas mariée.

2. Pilier :

Assurance sociale : **PP**

Répercussion :

Compte tenu de son faible revenu annuel de CHF 15'000.00, M.R. se situe en dessous du seuil d'accès à la prévoyance professionnelle obligatoire. Après l'arrêt de son activité lucrative, M.R. n'était plus assurée dans le cadre de la LPP. M.R. n'est donc pas soumise à l'obligation de cotiser à la caisse de pension et ne perçoit par conséquent pas de prestation de prévoyance professionnelle.

3. Pilier :

Assurance sociale : **prévoyance privée (3a et 3b)**

également correct : aucune

(car les piliers 3a et 3b ne sont pas des assurances sociales)

Répercussion :

Le troisième pilier étant facultatif, la prestation de prévoyance dépend des versements individuels. Compte tenu de son faible revenu, il est probable que M.R. a uniquement effectué de petits versements dans la prévoyance privée, voire aucun. À partir de l'arrêt de son activité lucrative et ainsi de l'absence de revenu soumis aux cotisations AVS, M.R. n'a plus eu la possibilité d'effectuer des versements dans le pilier 3a. Sa prévoyance vieillesse privée est donc faible, voire inexistante.

Par assurance sociale correcte = 0.5 point

Par répercussion correcte (une répercussion par pilier est suffisante) = 0.5 point

Maximum 3.0 points.

b) Déterminez, dans chacune des situations suivantes, quel risque social est survenu et quelle assurance sociale est tenue de verser des prestations. Dans chaque situation, une seule case au maximum doit être cochée pour le risque social et pour l'assurance sociale compétente. Si plusieurs cases sont cochées, 0 point est attribué.

Opération	Risque social	Assurance sociale
A.E. (h, né le 01.05.1960), travaille à un taux d'occupation de 100 % et perçoit un salaire annuel de CHF 90'000.00. A.E. atteindra l'âge de 65 ans en 2025 et prendra une retraite ordinaire.	<input type="checkbox"/> Accident <input type="checkbox"/> Maladie <input type="checkbox"/> Invalidité <input checked="" type="checkbox"/> Vieillesse	<input type="checkbox"/> Assurance-invalidité <input type="checkbox"/> Assurance-accidents <input checked="" type="checkbox"/> Assurance-vieillesse et survivants <input type="checkbox"/> Assurance-chômage
K.U. (f, née le 20.03.1972), travaille à un taux d'occupation de 70 % et perçoit un salaire annuel de CHF 60'000.00. En raison d'une maladie (non professionnelle), K.U. ne peut plus exercer son activité. Après une reconversion réussie, elle travaille de nouveau à 100 % dans une activité adaptée.	<input type="checkbox"/> Accident <input checked="" type="checkbox"/> Maladie <input type="checkbox"/> Invalidité <input type="checkbox"/> Vieillesse	<input checked="" type="checkbox"/> Assurance-invalidité <input type="checkbox"/> Assurance-accidents <input type="checkbox"/> Assurance-vieillesse et survivants <input type="checkbox"/> Assurance-chômage
R.E. (h, né le 13.02.1994), travaille à un taux d'occupation de 80 % et perçoit un salaire annuel de CHF 80'000.00. Il est victime d'un accident en jouant au football et se foule la cheville. À la suite de l'accident, il consulte seulement un médecin qui lui prescrit des médicaments. Il n'a pas d'arrêt de travail.	<input checked="" type="checkbox"/> Accident <input type="checkbox"/> Maladie <input type="checkbox"/> Invalidité <input type="checkbox"/> Vieillesse	<input type="checkbox"/> Assurance-invalidité <input checked="" type="checkbox"/> Assurance-accidents <input type="checkbox"/> Assurance-vieillesse et survivants <input type="checkbox"/> Assurance-chômage

Par risque social correct = 0.5 point

Par assurance sociale = 0.5 point

Indication relative à la correction : si plus d'une case est cochée, 0 point est attribué

Maximum 3.0 points

Problème 2

2.0 points

Déterminez dans quel pays les personnes suivantes sont assujetties aux assurances sociales et cochez la case correspondante. Une seule réponse est correcte pour chaque personne. Si plusieurs cases sont cochées pour une personne, 0 point est attribué.

Personne	Obligation d'assujettissement
I.E. est citoyen suisse, réside en Suisse et travaille depuis 2019 chez Dynamics Wind Energy SA à Brugg. I.E. est détaché par son employeur sur le site de production de Münster (Allemagne) pendant un an. Indiquez dans quel pays I.E. est assujetti aux assurances sociales pendant la durée de son détachement.	<input type="checkbox"/> En Allemagne <input checked="" type="checkbox"/> <i>En Suisse</i> <input type="checkbox"/> Dans les deux pays <input type="checkbox"/> Libre choix
S.K. est citoyen français, réside en Allemagne et travaille depuis 2 ans à 100 % sur le site de production de Münster (Allemagne).	<input checked="" type="checkbox"/> <i>En Allemagne</i> <input type="checkbox"/> En Suisse <input type="checkbox"/> Dans les deux pays <input type="checkbox"/> Libre choix
Y.A. est citoyen allemand, réside en Allemagne et travaille depuis 2017 à un taux d'occupation de 100 % chez Dynamics Wind Energy SA à Brugg. Son lieu de travail est Brugg en Suisse.	<input type="checkbox"/> En Allemagne <input checked="" type="checkbox"/> <i>En Suisse</i> <input type="checkbox"/> Dans les deux pays <input type="checkbox"/> Libre choix
M.W. est citoyen suisse, réside en Allemagne et travaille depuis un an à 80 % sur le site de production de Münster (Allemagne). Dans le cadre d'un projet, il est détaché au siège en Suisse pendant 6 mois. Indiquez dans quel pays M.W. est assujetti aux assurances sociales pendant la durée de son détachement.	<input checked="" type="checkbox"/> <i>En Allemagne</i> <input type="checkbox"/> En Suisse <input type="checkbox"/> Dans les deux pays <input type="checkbox"/> Libre choix

0.5 point par croix correcte, 2.0 points max.

Problème 3

6.0 points

- a) Dans le cadre de la préparation des travaux de fin d'année, vous devez vérifier les masses salariales d'un certain nombre des collaborateurs-trices. Les masses salariales annuelles indiquées se réfèrent à l'année civile 2024 complète.

Calculez, pour les collaborateurs-trices suivant-es, les masses salariales annuelles soumises à l'AVS et à l'AC pour l'année 2024, qui devront être déclarées à la caisse de compensation AVS début 2025.

Collaborateurs-trices	Salaire soumis à l'AVS en 2024	Salaire soumis à l'AC 2024
N.T. (h, né le 21.03.1980), salaire annuel hors bonus CHF 300'000.00. Des frais forfaitaires d'un montant de CHF 300.00 lui sont versés chaque mois. Durée d'engagement : du 01.05.2024 au 31.12.2024	<i>CHF 200'000.00 (0.5 point)</i>	<i>CHF 148'200.00 : 12 x 8 = <u>CHF 98'800.00</u> (0.5 point)</i>
A.Z. (h, né le 30.01.1970), salaire annuel hors bonus CHF 150'000.00. Taux d'occupation de 80 %. Un bonus basé sur la performance d'un montant de CHF 30'000.00 est versé en février 2024. Durée d'engagement : du 01.01.2024 au 31.12. 2024	<i>CHF 150'000.00 + CHF 30'000.00 = <u>CHF 180'000.00</u> (0.5 point)</i>	<i><u>CHF 148'200.00</u> (0.5 point)</i>
B.S. (f, née le 10.06.1995), salaire annuel hors bonus CHF 71'500.00. Taux d'occupation de 100 %. Des chèques-repas d'un montant de CHF 120.00 lui sont remis chaque mois. Durée d'engagement : du 01.01.2024 au 31.07.2024	<i>CHF 71'500.00 : 13 = CHF 5'500.00 CHF 5'500.00 x 7 = <u>CHF 38'500.00</u> (0.5 point) CHF 5'500.00 : 12 x 7 = <u>3'208.35</u> (0.5 point) CHF 38'500.00 + CHF 3'208.35 = <u>41'708.35</u></i>	<i>CHF 71'500.00 : 13 = CHF 5'500.00 CHF 5'500.00 x 7 = <u>CHF 38'500.00</u> (0.5 point) CHF 5'500.00 : 12 x 7 = <u>3'208.35</u> (0.5 point) CHF 38'500.00 + CHF 3'208.35 = <u>41'708.35</u></i>
L.E. (h, né le 02.04.1957), salaire annuel hors bonus CHF 40'000.00. Taux d'occupation de 30 %. Le collaborateur renonce à la franchise AVS. Durée d'engagement : du 01.01.2024 au 31.12. 2024	<i><u>CHF 40'000.00</u> (0.5 point)</i>	<i><u>CHF 0.00</u> (0.5 point)</i>

- b) Outre les cotisations AVS et AC, la caisse de compensation calcule également les frais administratifs et les cotisations CAF dans le décompte final. Afin de pouvoir effectuer le rapprochement dans votre système financier après la réception du décompte final, vous calculez dès maintenant les frais qui doivent être pris en charge par l'employeur.

Calculez pour l'année 2024 la contribution aux frais administratifs ainsi que la cotisation CAF qui seront facturées par la caisse de compensation sur la base des données suivantes.

Masse salariale brute soumise à l'AVS

de l'ensemble des collaborateurs-trices en 2024

CHF 24'500'640.00

Contribution aux frais administratifs

1.7 %

Taux de cotisation CAF

1.4 %

	Calcul	Résultat
Contribution aux frais d'administration en CHF	$CHF\ 24'500'640.00 \times 10.6\ \% =$ $CHF\ 2'597'067.85 \times 1.7\ \% =$	<u>CHF 44'150.15</u> (0.5 point)
Cotisation CAF en CHF	$CHF\ 24'500'640.00 \times 1.4\ \% =$	<u>CHF 343'008.95</u> (0.5 point)

Pas d'erreurs consécutives, seul le résultat est noté, 0.5 point par résultat correct, 1.0 point max.

Problème 4

4.0 points

Depuis son apprentissage, S.L. (f, née le 15.11.1997), est employée à un taux d'occupation de 100 % chez Dynamics Wind Energy SA. Son salaire mensuel s'élève à CHF 5'700.00 (x13). Le premier enfant de S.L., un fils, est né le 05.12.2024. En raison de quelques complications, le nouveau-né doit rester à l'hôpital pendant 17 jours.

S.L. a déjà annoncé qu'elle reprendrait son activité lucrative au terme de son congé de maternité.

Calculez le montant total de l'allocation de maternité (cotisations aux assurances sociales incl.) directement versée à l'employeur. Indiquez la méthode de calcul utilisée. Aucun point n'est accordé si la méthode de calcul utilisée n'est pas indiquée.

Calcul	Résultat
<i>CHF 5'700.00 x <u>13</u> (0.5 point) : 12 : <u>30</u> (0.5 point) x <u>80 %</u> (0.5 point) = CHF 164.65 CHF 164.65 x <u>98</u> (0.5 point) = CHF 16'135.70 CHF 164.65 x <u>17</u> (1.0 point) = CHF 2'799.05 CHF 16'135.70 + CHF 2'799.05 = CHF 18'934.75 (CHF 18'936.65 en cas de calcul sans arrondis intermédiaires) CHF 18'934.75 + <u>6.4 %</u> (1.0 point) = CHF 20'146.55 (CHF 20'148.60 en cas de calcul sans arrondis intermédiaires)</i>	CHF 20'146.55 <i>(CHF 20'148.60 en cas de calcul sans arrondis intermédiaires)</i>

Indication relative à la correction :

Un calcul avec la valeur du tableau APG de 165.60 est également correct

Si la case « Calcul » est vierge = 0 point

En cas de division par 365 = 0 point pour cette étape de calcul, la valeur par 12 n'étant pas notée

4.0 points maximum

Problème 5

1.5 point

En raison d'une maladie grave, la collaboratrice D.F. est en incapacité de travail à 100 % depuis le 1^{er} mai 2023. La mise en place de mesures de réadaptation n'est pas possible, et l'assurance-invalidité examine la rente.

- a) Avant d'être déclarée invalide, D.F. travaillait comme employée de commerce chez Dynamics Wind Energy SA, à un taux d'occupation de 100 %, et percevait un salaire mensuel de CHF 4'800.00. Les investigations de l'AI ont établi que, en tenant compte des restrictions dues à son état de santé, D.F. pouvait encore percevoir un revenu annuel de CHF 22'100.00.

Calculez son degré d'invalidité en %. Indiquez la méthode de calcul utilisée. Aucun point n'est accordé si la méthode de calcul utilisée n'est pas indiquée.

	Calcul
Revenu professionnel annuel sans atteinte à la santé (revenu sans invalidité)	<i>CHF 4'800 x 13 = CHF 62'400.00</i>
Revenu professionnel annuel avec atteinte à la santé (revenu avec invalidité)	<i>CHF 22'100.00</i>
Perte de gain	<i>CHF 40'300.00</i>
Degré d'invalidité	<i>64.60 % (65 % également correct)</i>

Degré d'invalidité correct = 1.0 point si la méthode de calcul est indiquée.

- b) Dans ses articles 14 et 15, la LPGa (loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales) distingue deux types de prestations. Indiquez à quel type de prestation (terme technique) la rente d'invalidité correspond.

Prestation en espèces (0.5 point)

Problème 6

3.5 points

En raison d'une réorganisation de sa division de production, Dynamics Wind Energy SA a dû licencier quelques collaborateurs-trices. Il ne s'agit pas d'un licenciement collectif au sens du CO. Différents cas de figure se présentent à la suite des licenciements. La direction souhaite y voir plus clair et vous demande de clarifier la situation des collaborateurs-trices concerné-es.

- a) Collaborateur A.T., (h, né le 18.09.1987), marié, 1 enfant âgé de 3 ans, domicilié en Suisse. A.T. travaillait depuis 7 ans comme chef de projet chez Dynamics Wind Energy SA et percevait un salaire annuel de CHF 170'000.00. Il a été licencié le 28 février 2025. Il est inscrit à l'assurance-chômage depuis le 1^{er} mars 2025 pour percevoir des indemnités journalières. Calculez l'indemnité journalière AC que l'assurance-chômage versera à A.T. Indiquez la méthode de calcul utilisée. Aucun point n'est accordé si la méthode de calcul utilisée n'est pas indiquée.

Méthode de calcul :

CHF 170'000.00 => plafond AC dépassé

CHF 148'200.00 (0.5 point) : 12 : 21.7 (0.5 point) x 80 % (0.5 point) = CHF 455.30

Également correct :

CHF 148'200.00 (0.5 point) : 260.4 (0.5 point) x 80 % (0.5 point) = CHF 455.30

Total max. 1.5 point

Montant de l'indemnité journalière :

CHF 455.30 (non noté)

- b) Collaborateur P.B. (h, né le 06.05.1975), marié, 2 enfants âgés de 10 et 12 ans. Il réside depuis toujours en Allemagne. Depuis environ 3 ans, il travaillait comme logisticien sur le site de production de Dynamics Wind Energy SA à Brugg (Suisse) et percevait un salaire annuel de CHF 95'000.00. La direction souhaite savoir si ce collaborateur a également droit à des indemnités journalières de l'assurance-chômage suisse en Suisse. Répondez par oui ou par non à la question du droit aux indemnités et justifiez votre réponse auprès de la direction.

Droit (oui / non)	Justification
<input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non	<i>P.B. n'étant pas domicilié en Suisse, il n'a pas droit à une indemnité journalière de l'assurance-chômage.</i>

Pour la case correcte cochée = 0.5 point

Pour l'explication correcte = 0.5 point

Maximum 1.0 point

- c) Collaboratrice Y.T. (f, née le 24.08.1995), célibataire, sans enfants, domiciliée en Suisse. Y.T. travaillait depuis 3 ans comme employée à la comptabilité générale de Dynamics Wind Energy SA et percevait un salaire annuel de CHF 72'000.00. Y.T. s'inscrit également à l'assurance-chômage. Après une courte période, elle occupera à nouveau un poste à 20 % chez Dynamics Wind Energy SA, à titre de gain intermédiaire.

Indiquez un des avantages d'un gain intermédiaire :

Avantage :

Revenu supérieur à celui qu'elle percevrait si elle touchait uniquement les indemnités journalières AC

Également correct :

- *Acquisition d'une expérience professionnelle*
- *Prolongation de la durée de perception des indemnités journalières*
- *Nouvelles périodes de cotisation pour l'AC, car des cotisations sont décomptées sur le gain intermédiaire*

Mention correcte = total 0.5 point

En raison du gain intermédiaire, Dynamics Wind Energy SA devra remplir l'attestation de gain intermédiaire. Pour quelle raison l'attestation doit-elle être remplie chaque mois par l'employeur ? Cochez **la réponse correcte**.

Si plus d'une case est cochée, 0 point est attribué à la question.

- ☐ Pour que l'employeur puisse calculer correctement les cotisations de chômage
- ☒ *Pour que la caisse de chômage puisse calculer correctement le montant de l'indemnité de chômage*
- ☐ Pour que l'autorité fiscale puisse enregistrer correctement le gain intermédiaire
- ☐ Pour que l'employé reçoive un relevé mensuel des heures de travail qu'il a effectuées

Case correcte cochée = 0.5 point

Problème 7

4.0 points

K.M. travaille au salaire horaire en tant que magasinier chez Dynamics Wind Energy SA. Le dimanche 12 janvier 2025, il a été victime d'un accident de ski. Il est en incapacité de travail à 100 % jusqu'au 2 février 2025 inclus. Le salaire annuel assuré du collaborateur s'élève à 42'000.00, 13^e salaire mensuel, indemnités pour jours de vacances et jours fériés inclus.

Calculez l'indemnité journalière en cas d'accident que l'employeur percevra pour cet événement.

<i>Salaire annuel assuré</i>	<i>= CHF 42'000.00 / 365 * 80 %</i>	
<i>Indemnité journalière en cas d'accident</i>	<i>92.05</i>	<i>(2.0 points)</i>
<i>Indemnité journalière en cas d'accident du 15.01.25 au 02.02.25</i>	<i>= 19 jours</i>	<i>(1.0 point)</i>
<i>Total du virement</i>	<i>CHF 1'748.95</i>	<i>(1.0 point)</i>

Problème 8

3.0 points

Le rapport de travail de P.S. se terminera le 31 mai 2025. L'employée a démissionné dans les délais fixés. P.S. prendra de nouvelles fonctions le 1^{er} septembre 2025. Elle travaillait à un taux d'occupation de 50 % chez Dynamics Wind Energy SA.

- a) Indiquez quelles sont les conditions requises pour que P.S. puisse conclure une assurance par convention selon la LAA.

Elle doit disposer d'une couverture ANP pendant son rapport de travail, autrement dit travailler au moins 8 heures par semaine. (2.0 points)

- b) L'assurance par convention est soumise à un devoir d'information. Indiquez la ou les personnes qui doivent s'acquitter de cette obligation.

L'employeur (1.0 point)

Problème 9

5.0 points

La collaboratrice D.V. (voir situation initiale concernant la direction) se penche sur sa prévoyance professionnelle. Elle souhaite étudier trois points : le salaire assuré, les prestations perçues en cas d'invalidité à 100 % à la suite d'une maladie ainsi que la rente de vieillesse. Ces deux dernières années, D.V. n'a pas reçu de prime de performance.

Indiquez la méthode utilisée pour tous les calculs.

- a) Calculez le salaire assuré dans la prévoyance professionnelle de D.V.

<i>Déduction de coordination 50 % de</i>	<i>CHF 26'460.00</i>	
<i>Salaire annuel</i>	<i>CHF 90'000.00</i>	
<i>Déduction de coordination</i>	<i>CHF 13'230.00</i>	
<i>Salaire assuré</i>	<i>CHF 76'770.00</i>	<i>(2.0 points)</i>

- b) Le capital de vieillesse prévisionnel (intérêts inclus) de D.V. à l'âge de référence s'élève à CHF 620'000.00. Calculez sa rente de vieillesse annuelle en vous appuyant sur les indications de la situation initiale.

5 % de CHF 620'000.00 = CHF 31'000.00 *(1.0 point)*

- c) D.V. souhaite par ailleurs se faire une idée de la rente qu'elle percevrait en cas d'invalidité à 100 % à la suite d'une maladie. Calculez également le montant de cette rente.

50 % du salaire assuré (CHF 76'770 / 2 = CHF 38'385.00 *(2.0 points)*
(Les erreurs consécutives au problème a) doivent être notées comme correctes)

Problème 10

2.0 points

Les caisses de pension peuvent être basées sur le régime de primauté des prestations ou sur le régime de primauté des cotisations.

Déterminez de quel régime de primauté relève la caisse de pension de Dynamics Wind Energy SA en distinguant les prestations de vieillesse et les prestations de risque.

Primauté pour les prestations de vieillesse : *primauté des cotisations* **1.0 point**

Primauté pour les prestations de risque : *primauté des prestations* **1.0 point**

Problème 11

4.0 points

Après quatre années de service, L.M. (h, année de naissance 1990), quitte Dynamics Wind Energy SA le 31 mai 2025. L.M. a été licencié par l'employeur. Son supérieur n'appréciait pas son comportement vis-à-vis de ses collègues. En dépit de plusieurs avertissements, L.M. n'avait pas changé d'attitude. Après quelques jours de suspension, L.M. reçoit une indemnité journalière conformément à la LACI.

- a) Expliquez en quelques mots le terme « jours de suspension » dans le contexte de l'assurance-chômage.

Les jours de suspension sont des sanctions qui prévoient un blocage du versement de l'indemnité de chômage.

*L.M. a eu des jours de suspension puisqu'il a perdu son emploi en raison d'une faute propre.
(2.0 points)*

Indication relative à la correction : le terme « obligation de limiter le dommage » doit également être considéré comme correct.

- b) Indiquez deux conditions requises pour que L.M. puisse passer dans l'assurance individuelle de l'assurance d'indemnités journalières en cas de maladie souscrite par l'employeur. Les deux premières énumérations sont notées.

Le collaborateur doit être considéré comme chômeur au sens de la LACI.

Le collaborateur doit être assuré conformément à la LAVS

Le passage doit être déclaré dans un délai de 90 jours (ou 3 mois)

L'employeur doit disposer d'une assurance d'indemnités journalières en cas de maladie, ce qui est le cas dans la situation initiale

1.0 point par réponse correcte, max. 2.0 points

Problème 12

3.0 points

Indiquez par une croix si les affirmations ci-dessous sont justes ou fausses.

AFFIRMATION	JUSTE	FAUSSE
Les personnes qui n'exercent pas d'activité lucrative tout comme les personnes qui exercent une activité lucrative peuvent, jusqu'à un certain montant, déduire de leur revenu imposable leurs versements sur un compte 3a dans la déclaration d'impôt.		X
Les personnes qui exercent une activité indépendante peuvent verser jusqu'à un cinquième maximum de leur revenu professionnel dans la prévoyance liée, mais il existe un montant plafond.	X	
La notion de prévoyance libre (3b) peut également intégrer un logement en propriété.	X	

1.0 point par réponse juste, max. 3.0 points

Problème 13

9.0 points

Calcul de l'indemnisation correcte des heures supplémentaires

H.G. (h, année de naissance 1972) travaille comme chef de groupe chez Dynamics Wind Energy SA. Il décide de changer de poste le 1^{er} mai et démissionne de son poste actuel le 13 janvier 2025 pour le 30 avril 2025. Son salaire mensuel s'élève à CHF 5'750.00 pour un taux d'occupation de 100 % et une semaine de 40 heures.

Mi-mars, H.G. se plaint d'essoufflement et d'une perte d'énergie. Une embolie pulmonaire est diagnostiquée lors d'une visite chez le médecin le 25 mars 2025. Il doit immédiatement être hospitalisé, puis suivre une cure. H.G. est déclaré en incapacité de travail à 100 % à partir du 25 mars 2025 et ne pourra pas reprendre son travail chez Dynamics Wind Energy SA.

Vous devez établir le décompte de salaire de H.G. pour le mois d'avril 2025. H.G. a également effectué 35 heures supplémentaires qui sont rémunérées avec un supplément de 25 %. Fin avril, il ne dispose d'aucun droit aux vacances.

Les frais forfaitaires de 200 francs par mois lui sont versés en dépit de son incapacité de travail.

Calcul des heures supplémentaires :

*CHF 5'750.00 x 13 / (52*40) = CHF 35.93 → CHF 35.95 par heure
35 heures * 35.95 * 1.25 = 1'572.81 → CHF 1'572.80 d'indemnisation pour heures
supplémentaires 1.0 point
Un calcul en chaîne peut entraîner des différences d'arrondi.*

Calcul de l'indemnité journalière en cas de maladie :

(l'indemnité journalière en cas de maladie de Dynamics Wind Energy SA est calculée sur la base des jours civils effectifs ou de 365 jours par an.)

*Délai d'attente jusqu'au 24 avril, d'où 6 jours supplémentaires de prise en charge par l'IJM.
74'750.00 x 0.8 / 365 x 6 = 983.01 → 983.00 1.0 point*

Calcul du 13^e salaire mensuel :

*4/12 soit 1/3 du salaire mensuel
1/3 de CHF 5'750.00 → CHF 1'916.67 → 1'916.65 1.0 point*

Désignation	Base	Taux	Montant	Total	Points
Salaire brut			5'750.00		
13 ^e salaire mensuel			1'916.65		
Indemnisation des heures supplémentaires			1'572.80		
Salaire brut				9'239.45	
AVS / AI / APG	8'256.45	5.30 %	437.60		Base 0.5
AC	8'256.45	1.10 %	90.80		Base 0.5
Cotisation LPP	4'024.15	9.50 %	382.30		1.0
Prime ANP	8'256.45	1.50 %	123.85		Base 0.5
Prime IJM	8'256.45	0.60 %	49.55		Base 0.5
Total déductions				1'084.10	
Salaire net / versement				8'155.35	
Indemnité forfaitaire pour frais				200.00	0.5
Montant du versement				8'355.35	

Les points sont uniquement attribués si le calcul de la base (voir page précédente), la base et le montant sont indiqués.

Indiquez les écritures (sans montants) correspondant aux éléments suivants du décompte de salaire :

Position du décompte de salaire	Débit	Crédit
Cotisation AVS / AI / APG (part employeur)	Charges sociales	Obligation vis-à-vis de l'assurance sociale
Cotisation AVS / AI / APG (part employé)	Charges salariales	Obligation vis-à-vis de l'assurance sociale
Cotisation LPP (part employé)	Charges salariales	Obligation vis-à-vis de la caisse de pension
Prime IJM (part employé)	Charges sociales	Obligation vis-à-vis de l'assurance maladie
Versement du salaire	Charges salariales	Banque

0.5 point pour chaque écriture correcte, max. 2.5 points, la pertinence de l'écriture doit être évidente.

Problème 14

4.0 points

Indiquez si les déclarations suivantes sont justes ou fausses.

Affirmation	JUSTE	FAUSSE
En cas de saisie du salaire en mains propres, l'employeur est toujours informé par l'office des poursuites, et le montant de la saisie est directement prélevé sur le salaire.		X
Sous réserve de l'accord de l'employeur, les employé-es peuvent « acheter » des vacances supplémentaires moyennant une réduction correspondante de leur salaire mensuel.	X	
Si des employé-es reçoivent une gratification ou un bonus pendant 3 années consécutives, ils y ont automatiquement droit par la suite (droit coutumier).		X
Les employé-es ont droit à une avance sur salaire s'ils se trouvent dans une situation difficile et que l'employeur a les moyens financiers de l'accorder.	X	
Un employé sur le point de prendre sa retraite peut encore combler ses lacunes de cotisations AVS datant de sa jeunesse.		X
Tout employeur est tenu de verser un 13 ^e salaire mensuel.		X
Les employé-es ont toujours le droit de réclamer des jours de vacances qu'ils ont pris s'ils ont été malades pendant leurs vacances (grippe, fièvre, etc.).		X
Une institution de prévoyance enveloppante peut déterminer elle-même le taux de conversion. Ce dernier peut par ailleurs être inférieur au taux de conversion légal de 6.8 %, dans la mesure où les prestations minimales selon la LPP sont respectées.	X	

0.5 point par réponse juste, max. 4.0 points

Problème 15

7.0 points

R.B. (h, année de naissance 1977) est employé à un taux d'occupation de 80 %. Son salaire annuel à 80 % s'élève à CHF 63'093.35, 13^e salaire mensuel inclus. R.B. passe du salaire mensuel au salaire horaire. Il doit travailler le même nombre d'heures qu'auparavant, et son salaire annuel doit rester inchangé.

- a) Calculez les différents montants pour une heure, les suppléments encore non calculés en % ainsi que leur base en CHF, conformément à la grille proposée.
Présentez les deux calculs donnés de façon détaillée. Aucun point n'est accordé sans indication de la méthode de calcul utilisée.
Arrondissez les montants en CHF aux 5 centimes supérieurs. Exemple : CHF 0.603 donne 0.65

Salaire et allocations	Suppléments en % de CHF ...	Montants	
Salaire horaire de base		CHF	35.00*
Indemnité de vacances Pourcentage du salaire horaire de base	10.64 % de CHF 35.00	CHF	3.75
Indemnité pour jours fériés Pourcentage du salaire horaire de base + indemnité de vacances	...3.17* % de CHF 38.75	CHF	1.25
Total intermédiaire		CHF	40.00
13 ^e salaire mensuel Pourcentage du total intermédiaire	...8.33 % de CHF 40.00	CHF	3.35
Salaire horaire brut		CHF	43.35

0.5 point par montant / supplément (sauf * = pas de point car indiqué ci-après), total 4.5 points
Calculs détaillés

Salaire horaire de base :

Retirer le 13^e salaire mensuel car il est indiqué séparément

$63'093.35 / 13 \times 12 = 58'240.00$

$58'240.00 / 1'664 \text{ heures (80 \% de la durée annuelle du travail)} = 35.00 \quad (1.5 \text{ point})$

Remarque concernant la solution : 365 jours civils – 52 week-ends = 261 jours ouvrables

Déduction faite de 25 jours de vacances et de 8 jours fériés = 228 jours ouvrables nets

2'080 heures à 80 % = 1'664 heures / 261 = 6.375 heures par jour

6.375 heures x 228 jours = 1'453.5 heures de travail net (rapports)

x CHF 43.35 = 63'009.25 (= calcul correct du salaire horaire brut)

Supplément indemnité pour jours fériés :

$260 \text{ jours} - 8 \text{ jours fériés} = 252 \text{ jours} / \text{supplément} = 8 / 252 = 3.17 \% \quad (1.0 \text{ point})$

Problème 16

6.0 points

M.S. (f, née en janvier 1960) travaille comme auxiliaire à Brugg du 1^{er} mars au 15 avril 2025. Elle n'a encore jamais travaillé en Suisse et réside en Allemagne. Elle remet à Dynamics Wind Energy SA l'attestation de résidence pour travailleurs frontaliers Gre-1, ce qui lui permet de bénéficier d'une limitation de l'impôt à la source suisse. Elle est veuve, n'a pas d'enfants, et est assujettie à l'impôt ecclésiastique.

Salaire horaire brut	CHF 35.00
Heures déclarées pour 1.5 mois	260 heures au total

En mars, M.S. a eu un accident et a reçu en supplément une indemnité journalière en cas d'accident de CHF 560.00. Dynamics Wind Energy SA lui a par ailleurs versé CHF 440.00 au titre du maintien du salaire.

M.S. reçoit les compléments salariaux suivants :
120.00 de chèques-repas par mois
Place de parc gratuite
Remise de chèques Reka à prix réduit d'une valeur de CHF 500.00.

L'employeur prend en charge les cotisations ANP (CHF 136.50) pour les auxiliaires en contrat de moins de 3 mois.

Conformément au contrat, l'ensemble des collaborateurs-trices bénéficient d'une assurance IJM (cotisation salariale CHF 60.00).

Le simulateur de cotisations LPP a calculé une cotisation salariale de CHF 1'000.00 pour 1.5 mois.

- a) Déterminez le barème de l'impôt à la source.

L0Y (0.5 point)

(Barème applicable aux frontaliers en provenance d'Allemagne qui remplissent la condition pour le tarif A)

- b) Quel est le pourcentage de la retenue à la source limitée ?

4.5 % (0.5 point)

(Remarque : impôt à la source forfaitaire de l'Allemagne vers la Suisse pour les vrais frontaliers)

- c) Établissez le certificat de salaire pour 2 mois.

Cochez si nécessaire les champs F et/ou G.

- | | | |
|----------|-------------------------------------|--|
| F | <input type="checkbox"/> | Unentgeltliche Beförderung zwischen Wohn- und Arbeitsort
Transport gratuit entre le domicile et le lieu de travail
Trasporto gratuito dal domicilio al luogo di lavoro |
| G | <input checked="" type="checkbox"/> | Kantinenverpflegung/Lunch-Checks
Repas à la cantine/chèques-repas
Pasti alla mensa/buoni pasto |

0.5 point

Calculez à chaque fois le montant en CHF et indiquez vos calculs et vos justifications. Aucun point n'est accordé sans la justification nécessaire. Si le montant est égal à 0, aucune justification n'est nécessaire.

Champ du certificat de salaire	Calcul / justification	Montant (en CHF entiers)	Points
1. Salaire	<i>260 heures x CHF 35.00 = CHF 9'100.00 Indemnité journalière en cas d'accident et maintien du salaire CHF 1'000.00 Chèques-repas < CHF 180.00/mois Voir guide d'établissement du certificat de salaire, point 18</i>	<i>10'100.00</i>	<i>1.0</i>
2.1 Pension, logement	<i>Les chèques-repas sont inférieurs à CHF 180.00/mois et relèveraient sinon du chiffre 1</i>	<i>0</i>	<i>0.5</i>
2.3 Autres prestations salariales accessoires	<i>La place de parc gratuite et les chèques REKA ne doivent pas être indiqués Voir guide d'établissement du certificat de salaire, point 72</i>	<i>0</i>	<i>0.5</i>
7. Autres prestations	<i>La prise en charge des cotisations ANP ne doit pas être mentionnée Voir guide d'établissement du certificat de salaire, point 37</i>	<i>0</i>	<i>0.5</i>
8. Salaire brut		<i>10'100.00</i>	
9. Cotisations AVS / AI / APG / AANP	<i>(9'100.00 + 440.00 - franchise 2x 1'400.00) x 5.3 % = déduire la franchise car elle ne peut pas percevoir de rente en Suisse (elle n'a jamais résidé en Suisse, et son emploi d'auxiliaire est limité à 1.5 mois). Pas d'AC car elle a dépassé l'âge de référence et pas d'ANP, celle-ci étant prise en charge par l'employeur</i>	<i>357.00</i>	<i>1.0</i>
10.1 Cotisations ordinaires LPP	<i>Aucune, car elle a atteint l'âge de la retraite ordinaire et est employée moins de 3 mois</i>	<i>0</i>	<i>0.5</i>
11. Salaire net	<i>10'100.00 - 357.00</i>	<i>9'743.00</i>	

4.0 points

- d) Expliquez, en justifiant votre réponse, si, compte tenu de ce départ en cours de mois, il faut, lors du calcul de l'impôt à la source, extrapoler à un revenu déterminant pour le taux.

*En dépit du départ en cours de mois et de l'extrapolation de principe à un revenu déterminant pour le taux, le tarif reste forfaitaire pour les vrais frontaliers en provenance d'Allemagne. C'est pourquoi le taux n'est pas modifié. Une extrapolation n'est donc pas nécessaire. 0.5 point
Également correct : une extrapolation n'est pas nécessaire en cas de taux forfaitaire.*



Examen professionnel de Spécialiste en finance et comptabilité 2025

Salaires et assurances

Problème 2 Droit du travail et assurances choses

Durée d'examen 1 heure

Points 30

Annexe Situation initiale (1 page)

Problème 1 – Assurances choses

2.5 points

La flotte de véhicules de « Senior Compagnie » se compose de huit petites voitures (principalement des Opel Corsa) et de 15 vélos électriques avec assistance au pédalage jusqu'à 25 km/h, que le personnel utilise pour se rendre chez les clientes et clients. Dans le cadre de l'examen annuel des assurances, la direction souhaite se renseigner sur les points suivants :

- a) « Senior Compagnie » doit-elle impérativement souscrire une assurance pour ses huit petites voitures ? Si oui : laquelle ?

Oui (0.5 point), assurance-responsabilité civile pour véhicules automobiles (0.5 point)

- b) Quelles assurances complémentaires « Senior Compagnie » peut-elle souscrire pour ses petites voitures ? Citez trois assurances (remarque : si plus de trois assurances sont citées, seules les trois premières comptent).

- Casco partielle
- Casco complète ou casco collision
- Assurance-accidents occupants
- Dommages au véhicule parké
- Assurance protection juridique circulation
- Assurances choses transport
- Dépannage / Assistance

(0.5 point pour chacune des trois premières réponses)

Problème 2 – Assurances choses

2.5 points

Comme toute entreprise, « Senior Compagnie » doit parfois faire face à des situations qui entraînent un dommage financier. Au cours des trois derniers mois, les sinistres suivants se sont produits :

- a) Pendant que A.M. (h, année de naissance 2000) était en visite chez une cliente, le vélo électrique de « Senior Compagnie », qu'il avait garé sur le trottoir devant la maison et attaché avec un cadenas, a été volé. Quelle assurance interviendrait pour un tel dommage ?

Assurance entreprise contre le vol ou casco vélo dans l'assurance entreprise (0.5 point)

- b) Alors qu'elle rend visite à un client, W.Z. (f, année de naissance 1994) fait malencontreusement tomber l'iPad du client au sol. Il est hélas complètement cassé et irréparable.

Citez deux assurances auprès desquelles un tel dommage peut être déclaré pour être couvert et indiquez qui est l'assuré-e auprès des assurances citées.

Assurance	Assuré-e
Responsabilité civile d'entreprise	« Senior Compagnie »
Assurance ménage	Client

(0.5 point par case)

Problème 3 – Assurances choses

3.0 points

Un incendie s'est récemment déclaré dans le bâtiment commercial qui héberge les locaux loués par « Senior Compagnie ». Les pompiers ont rapidement pu maîtriser le feu, mais les dégâts sont considérables dans deux des locaux qu'utilise « Senior Compagnie ». Tout le matériel entreposé par « Senior Compagnie » a par ailleurs été détruit par les flammes.

Sur place, l'inspectrice des sinistres a dressé le constat suivant :

- Dommages à l'inventaire dans les locaux touchés par l'incendie : CHF 25'000.00
- Valeur de l'inventaire non endommagé par l'incendie : CHF 20'000.00
- Dommage au matériel (dommage total) : CHF 5'000.00

Lorsque « Senior Compagnie » a souscrit sa police d'assurance en 2009, la valeur de l'inventaire, matériel inclus, a été estimée à CHF 25'000.00. Ce montant est depuis resté inchangé.

- a) À combien s'élèvera le montant versé par l'assurance à « Senior Compagnie » ? Indiquez la méthode de calcul utilisée (remarque : sans indication de la méthode de calcul, la totalité des points n'est pas attribuée).

Étape 1 : $25'000 \div (25'000 + 5'000 + 20'000) \times 100 \% = 50 \%$

Étape 2 : $(25'000 + 5'000) \times 50 \% = \underline{\text{CHF } 15'000.00}$

(Total 2.5 points, sans indication de la méthode de calcul : 1.0 point si le total est correct)

- b) En droit des assurances, quel terme est employé pour désigner ce cas de figure ?

Sous-assurance (0.5 point)

Problème 4 – Droit du travail

2.5 points

K.J. (f, année de naissance 1980) travaille depuis trois ans au salaire horaire chez « Senior Compagnie ». Son taux d'occupation est d'env. 30 %, les heures qu'elle effectue chaque mois étant variables.

- a) Quel est le montant de l'indemnité brute de K.J. si elle a travaillé 50 heures en mars 2025 et que son salaire horaire s'élève à CHF 33.00 ?

CHF 33.00 * 50 * 1.0833 % = 1'787.45 (1.5 point)

- b) K.J. prendra deux semaines de vacances en août 2025. A-t-elle droit à un salaire pendant ces deux semaines ? Justifiez votre réponse (remarque : pas de points sans justification).

Non (0.5 point), la part du salaire afférent aux vacances lui est toujours directement versée avec le salaire horaire (0.5 point).

Problème 5 – Droit du travail

2.0 points

Chez « Senior Compagnie », on travaille parfois aussi le week-end. La plupart des prestations étant toutefois uniquement proposées en semaine (p. ex. courses et démarches administratives), « Senior Compagnie » a décidé qu'à partir de 2025, les services du week-end seraient toujours confiés aux deux mêmes collaborateur-trice-s. Ces deux collaborateur-trice-s ont un taux d'occupation de 40 % et ne travaillent qu'exceptionnellement en semaine.

- a) Les deux collaborateur-trice-s qui assurent les services du week-end ont-ils/elles droit à des suppléments conformément à la loi sur le travail ? Justifiez votre réponse (remarque : pas de points sans justification).

Non (0.5 point), pas de supplément car il s'agit de travail dominical régulier (0.5 point).

- b) Lorsque l'un-e des deux collaborateur-trice-s prend des vacances, les autres membres du personnel qui travaillent d'habitude en semaine assurent également jusqu'à quatre services par an le week-end. Ces collaborateur-trice-s ont-ils/elles droit, conformément à la loi sur le travail, à des suppléments pour leurs interventions le week-end ? Justifiez votre réponse (remarque : pas de points sans justification).

Oui (0.5 point), droit au supplément car il ne s'agit pas de travail dominical régulier (0.5 point).

Problème 6 – Droit du travail

3.0 points

En novembre, la direction demande à ses collaborateur-trice-s de lui indiquer leurs souhaits de vacances pour l'année suivante afin de pouvoir établir un premier planning. Ils/elles reçoivent parallèlement une liste mentionnant leur droit aux vacances respectif pour l'année suivante.

Complétez la liste suivante, qui a été établie pour l'année 2025.

Collaborateur-trice-s	Droit aux vacances 2025 (en jours, arrondis à la demi-journée)
A.F. (f, année de naissance 1959), taux d'occupation de 100 %	20 jours (0.5 point)
Z.P. (h, année de naissance 2002), taux d'occupation de 100 %, entrera à l'école supérieure de sous-officiers en février 2025 (14 semaines de service militaire).	16.5 jours (1.0 point)
H.H. (f, année de naissance 1989), taux d'occupation de 100 %, naissance du premier enfant en décembre 2024. Après son congé de maternité et ses vacances, elle prendra trois mois de congé sans solde, puis reprendra son travail à 100 % le 1 ^{er} juillet 2025.	15 jours (1.0 point)
M.F. (f, année de naissance 1961), taux d'occupation de 100 %, départ à la retraite le 31 août 2025.	13.5 jours (0.5 point)

Problème 7 – Droit du travail

2.5 points

La direction estime qu'après déduction de toutes les charges, le bénéfice de « Senior Compagnie » n'est pas assez élevé. Afin de rester compétitive sur le marché, elle ne souhaite toutefois pas augmenter le prix de ses prestations. Aussi a-t-elle décidé, début avril 2025, de porter le temps de travail hebdomadaire de l'ensemble de son personnel à 43 heures par semaine. Tous-tes les collaborateur-trice-s acceptent ce changement, à l'exception de deux personnes.

- a) Que doit faire « Senior Compagnie » pour imposer ce changement aux collaborateur-trice-s qui le refusent ?

Résiliation pour modification / Résiliation et nouveau contrat (0.5 point)

- b) « Senior Compagnie » peut-elle imposer ce changement dès le 1^{er} mai 2025 aux deux collaborateur-trice-s qui ne sont pas d'accord ? Justifiez votre réponse (remarque : pas de points sans justification).

Non (0.5 point), elle doit respecter le délai de résiliation (0.5 point).

- c) L'augmentation du temps de travail hebdomadaire a-t-elle également une incidence sur les salaires horaires si « Senior Compagnie » souhaite traiter tous-tes ses collaborateur-trice-s de manière identique ? Justifiez votre réponse : pourquoi n'y a-t-il pas d'incidence, ou quelle est l'incidence du changement (remarque : pas de points sans justification).

Oui (0.5 point), les salaires horaires doivent être recalculés (0.5 point)

Problème 8 – Droit du travail

3.0 points

M.W. (f, année de naissance 1992) se montre peu précise lors de la saisie de son temps de travail. Le 3 février 2025, on l'a vue s'enregistrer comme présente dans l'outil de saisie du temps de travail, puis quitter son lieu de travail pour aller s'acheter un petit pain dans la boulangerie d'en face. Interrogée par son/sa supérieur-e, elle a reconnu les faits en toute franchise. Le lendemain, elle a par ailleurs reçu un mail de son/sa supérieur-e lui indiquant qu'une nouvelle saisie incorrecte de son temps de travail aurait des conséquences sur le plan du droit du travail.

L'incident s'est reproduit le 24 mars 2025. Cette fois encore, M.W. n'a pas démenti lorsqu'on lui en a parlé le lendemain. Le 7 avril 2025, la direction a discuté de ces incidents et a licencié M.W. le jour même avec effet immédiat.

- a) M.W. se demande si elle doit contester ce licenciement devant le tribunal. Un tribunal considérerait-il que la décision de « Senior Compagnie » est justifiée et que la poursuite des rapports de travail ne peut plus être raisonnablement exigée ? Justifiez votre réponse (remarque : pas de points sans justification).

Non (0.5 point). Étant donné que « Senior Compagnie » n'a pas immédiatement réagi, la poursuite des rapports de travail n'est pas considérée comme inacceptable (0.5 point).

- b) Quelles prétentions financières M.W. peut-elle faire valoir si elle souhaite contester ce licenciement avec effet immédiat devant un tribunal (remarque : la seule mention de l'article du CO ne donne pas de points) ?

Salaire qu'elle aurait pu percevoir jusqu'au licenciement ordinaire (0.5 point) et indemnité/pénalité (0.5 point).

- c) Le licenciement avec effet immédiat serait-il nul et non avenue si M.W. était en incapacité de travail depuis le 31 mars 2025 et que la direction lui envoyait sa lettre de licenciement à domicile ? Justifiez votre réponse (remarque : pas de points sans justification).

Non (0.5 point). Les périodes de suspension ne s'appliquent pas en cas de licenciement avec effet immédiat (0.5 point).

Problème 9 – Droit du travail

2.5 points

L'administration du personnel se pose régulièrement des questions sur le droit au maintien du salaire en cas d'incapacité de travail. Veuillez indiquer, pour les cas suivants, de quand à quand (dates précises), il existait un droit au maintien du salaire.

- a) D.S. (h, année de naissance 1999), travaille chez « Senior Compagnie » depuis le 1^{er} août 2021, à un taux d'occupation de 100 %. Du 1^{er} octobre 2024 au 31 mars 2025, il a été en incapacité de travail à 50 % sans interruption. Il a repris son travail à 100 % depuis le 1^{er} avril 2025.

Du 1^{er} octobre 2024 au 31 janvier 2025 (1 point)

- b) Pour pallier l'absence de D.S., B.B. (f, année de naissance 1968) a été embauchée pour une durée déterminée de deux mois, du 1^{er} février au 31 mars 2025, à un taux d'occupation de 100 %. Elle a été absente pour cause de maladie les 18 et 19 février 2025.

Pas de droit au maintien du salaire (1 point)

- c) E.N. (f, année de naissance 2001), travaille chez « Senior Compagnie » depuis le 1^{er} janvier 2019 et a été en incapacité de travail totale du 10 au 14 mars 2025.

Du 10 au 14 mars 2025 (0.5 point)

Problème 10 – Droit du travail

2.5 points

- a) Afin d'être identifié-e-s comme tel-le-s, les collaborateur-trice-s de « Senior Compagnie » doivent porter des polos identiques lors de leurs visites chez la clientèle. Le logo de l'entreprise, deux mains formant un cœur, est apposé sur l'avant de ces polos bleu clair, au niveau de la poitrine. La mention « Senior Compagnie » est imprimée au dos du polo. Pour chaque polo, « Senior Compagnie » déduit CHF 10.00 du salaire des collaborateur-trice-s.

« Senior Compagnie » a-t-elle le droit d'effectuer cette déduction ? Justifiez votre réponse (remarque : pas de points sans justification).

Oui (0.5 point), cette disposition figure dans le règlement du personnel (0.5 point)

- b) Le matériel de bureau est acheté tous les trois à quatre mois dans le cadre d'une commande groupée. Des problèmes d'approvisionnement entraînent des retards dans la livraison. Pendant la pause de midi, la responsable des services centraux se rend par conséquent dans une papeterie pour acheter les fournitures indispensables. Lorsqu'elle présente la facture de CHF 14.60 à la direction, celle-ci lui répond que le montant est trop insignifiant pour pouvoir être remboursé.

La responsable n'est pas d'accord avec cette réponse et souhaite savoir si l'argument de la direction est correct. Justifiez votre réponse et citez l'article CO correspondant (remarque : pas de points sans justification).

Incorrect (0.5 point). Tous les frais imposés par l'exécution du travail doivent être remboursés par l'employeur (0.5 point). Art. 327a CO (0.5 point)

Problème 11 – Droit du travail

2.5 points

Différentes questions relatives à la période d'essai ont été soulevées lors de la dernière réunion de la direction de « Senior Compagnie ». Les sujets suivants ont notamment été abordés :

- a) En l'espace de six mois, deux collaborateur-trice-s ont démissionné pendant leur période d'essai, de sorte que « Senior Compagnie » a dû réorganiser le planning dans l'urgence. Certains membres de la direction souhaitent par conséquent compléter la disposition relative à la période d'essai dans le règlement du personnel comme suit : les collaborateur-trice-s peuvent uniquement démissionner au cours du premier mois de leur période d'essai moyennant un délai de résiliation de sept jours, tandis que « Senior Compagnie » peut à tout moment résilier le contrat au cours des trois premiers mois moyennant un délai de résiliation de sept jours.

Cette disposition serait-elle légale ? Justifiez votre réponse (remarque : pas de points sans justification).

Non (0.5 point), il n'est pas possible de convenir de délais de résiliation différents pour les employé-e-s et l'employeur (0.5 point).

- b) Les membres de la direction n'ont par ailleurs pas pu se mettre d'accord sur une autre question : N.P. (h, année de naissance 1970) se trouve au deuxième mois de sa période d'essai et est en congé maladie depuis deux semaines. « Senior Compagnie » envisage de le licencier.

La résiliation des rapports de travail serait-elle nulle et non avenue ? Justifiez votre réponse (remarque : pas de points sans justification).

Non (0.5 point), les périodes de suspension ne s'appliquent pas pendant la période d'essai (0.5 point).

- c) H.T. (f, année de naissance 1981) travaille chez « Senior Compagnie » depuis le 1^{er} février 2025. En mars et avril, elle doit effectuer une intervention relevant de la protection civile, chacune d'une durée de 3 jours (du lundi au mercredi). Quand sa période d'essai prendra-t-elle fin ? Indiquez la date exacte.

6 mai 2025 (0.5 point)

Problème 12 – Droit du travail

1.5 point

Les collaborateur-trice-s de « Senior Compagnie » ne sont pas du même avis sur les sujets suivants. La plupart des affirmations sont justes, mais quelques-unes sont inexactes. Cochez la mauvaise réponse pour chaque sujet. Ces affirmations concernent les rapports de travail chez « Senior Compagnie » (remarque : aucun point n'est attribué si plus d'une affirmation est cochée).

a) Différence entre heures supplémentaires et travail supplémentaire

Affirmation	Faux
Les heures de travail qui dépassent le temps de travail convenu contractuellement sont considérées comme des heures supplémentaires.	
On entend par travail supplémentaire le temps de travail qui dépasse la durée de travail hebdomadaire maximale légale.	
La compensation du travail supplémentaire par un congé ne peut pas être ordonnée unilatéralement par l'employeur.	
Le droit à la rémunération tant du travail supplémentaire que des heures supplémentaires peut être exclu par un contrat écrit.	X

b) Droit des étrangers

Affirmation	Faux
Les conditions d'octroi d'un permis de travail varient selon la nationalité de la main-d'œuvre étrangère.	
Dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative populaire fédérale « Contre l'immigration de masse », les employeurs sont dans l'obligation d'annoncer aux ORP les postes vacants dans les professions à taux de chômage élevé.	
Le permis d'établissement C prévoit un droit de séjour illimité et ne doit être assorti d'aucune condition.	
L'autorisation frontalière G peut être demandée pour tou-te-s les étranger-ère-s salarié-e-s qui résident à l'étranger et travaillent en Suisse.	X

c) Paiement des vacances

Affirmation	Faux
Les jours de vacances doivent toujours être pris pendant l'année civile ou l'année de service en cours. Si ce n'est pas le cas, les jours de vacances se prescrivent après un délai de deux ans, et il n'est plus possible de les faire valoir.	X
Si la date de vacances souhaitée a été autorisée par l'employeur, elle ne peut être modifiée qu'en cas de besoins opérationnels urgents et imprévus.	
Les employeurs peuvent contraindre les collaborateur-trice-s à prendre une partie de leurs vacances à une date imposée, au titre de vacances de l'entreprise.	
Les vacances ne peuvent pas être payées pendant un contrat de travail en cours, même en cas d'accord réciproque.	